L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N° 123 - Vendredi 29 novembre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



L'Europe souffre

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

La mise au point du Projet me semble maintenant opportune et sa lecture m'a apporté beaucoup de satisfactions, mais il y a des désaccords.

• Sur l'école publique.

Il y a beaucoup de fleurs sur le service public mais refus de toute prise de position sur son rôle prépondérant ou sur la place et le financement de l'enseignement privé. Entre 1977 et 1981, les refus de précision dans ce domaine n'étaient pas anodins et ils préparaient les reniements d'après 1981 puis la capitulation de 1984. Comme le Projet présente cela comme de la "pacification scolaire", on peut en déduire que les thèses de l'enseignement privé vont continuer à se développer.

• La politique familiale.

On déplore le vieillissement de la population, on parle de retraites, d'immigration, on n'envisage même pas une augmentation de la natalité et je n'ai pas vu "allocations familiales" (il faudra que je relise en détail). La famille n'a pas d'intérêt que pour la natalité. On se préoccupe heureusement de ceux qui ne peuvent en garder une ou qui n'en veulent pas, mais pourquoi, lorsqu'on parle, le fait-on en ayant l'air de déplorer qu'elle joue encore un rôle ? Le PS n'est-il pas prisonnier du schéma marxiste ou ne subit-il pas l'influence de minorités organisées en lobbies ?

• L'attitude à l'égard des religions.

Elles n'ont pas place dans les structures officielles et elles relèvent du droit privé. Elles concernent tellement de gens qu'un gouvernement et, donc, le PS, ne peut les ignorer. Mais qu'on n'en donne pas une présentation caricaturale ! Là aussi, le schéma marxiste me semble laisser bien des traces ; la liberté de l'incroyant n'exige pas qu'on réduise les convictions du croyant aux aspects les plus contestables de sa communauté religieuse ou qu'on se livre à des rapprochements (évangélisation, intégrisme...) tendancieux.

Et si on parle des religions, pourquoi établir une hiérarchie entre elles ou s'arroger le droit de leur indiquer la bonne orientation ?

Le PS a publié ses vœux aux musulmans pour le Ramadan, il a fait de même pour les israélites... Il n'y a pas de chrétiens en France ?

Marcel Bourdaillet
Le Relecq-Kerhuon (29).

■

De Roissy, avant de prendre l'avion (si j'y arrive), j'ai envie de vous adresser ces quelques mots. Depuis quelque temps, la vie sociale est perturbée par des mouvements d'une nature différente de ceux que nous connaissions auparavant.

Purin déversé devant les préfectures, grilles enfoncées, camions de viande interceptés et leur cargaison brûlée ou détériorée, voies ferrées occupées par des tracteurs de paysans ou des écologistes qui n'approuvent pas le futur tracé du TGV, routes coupées, camions de vin vidés de leur contenu, entrepôts de viande saccagés... Chacun se fait justice lui-même, prend des otages, défie la règle publique.

Il n'est pas admissible que le gouvernement de la République continue à laisser faire et, par lâcheté ou opportunisme, donne raison à ceux qui ne connaissent que la violence.

Il n'est pas possible que les mouvements sociaux dégénèrent en actions illégales sans qu'elles soient sanctionnées.

La seule bénéficiaire de ce climat de laxisme est la droite, et encore plus l'extrême droite. Le socialisme n'est quand même pas la rue livrée aux plus forts.

La gauche, et le gouvernement au premier rang, encourent une lourde responsabilité s'ils ne font pas prévaloir au plus tôt l'autorité légitime.

Jean Brunet - Colombes (92).

■

Nous socialistes, si nous voulons faire du social et une société sociale-démocrate, il nous faut une économie forte.

Je ne vais pas vous faire l'injure de décliner toutes les conséquences désastreuses de la mort de notre industrie en général et de celle de l'automobile en particulier, que les Japonais ont annoncée sans ambages.

Au-delà de cet aspect purement économique, nous nous devons d'exiger le rejet d'une forme de société fasciste, impérialiste, inhumaine (cf. rapport G. Beaux).

Alors, de grâce, arrêtons d'être naïfs, de pérorer sans cesse sur nos états d'âme, de philosopher. Sortons de notre myopie.

J'espère que, dans le cadre de "Vendredi", de l'action gouvernementale plus encore, vous allez enfin mettre sur la place publique cet état de fait, sensibiliser les Français sur leurs responsabilités à construire une Europe capable de réaliser nos ambitions et, surtout, prendre des mesures à l'égard d'une nation anomique qui ne partage pas nos valeurs.

Nouvel adhérent au Parti, j'ai choisi le socialisme par rejet d'un libéralisme suicidaire et pour l'établissement d'une société social-démocrate où l'exclusion est exclue. Je me bats dans ce sens en tout cas.

Or, force est de constater que vous manquez de force de conviction, de pugnacité dans vos discours et dans vos actes dans tous les domaines et surtout par le biais de la télévision qui, comme chacun le sait, s'adresse au "lumpen prolétariat"... Demain, il sera trop tard, et il ne faudra pas se lamenter. En tout cas, nous aurons failli à notre devoir.

Gilbert Queyranne - Les Angles (30).

■

Depuis la pantomime de Rennes, j'ai cessé de militer dans ce Parti socialiste où la lutte quotidienne pour le pouvoir a pris le pas sur l'action politique désintéressée.

Venu du milieu associatif (syndical, parents d'élèves, sportif) je ne retrouve plus dans ces alliances évolutives, ces phrases assassines, les idéaux qui m'ont conduit à adhérer au PS, il y a quinze ans : justice, démocratie, tolérance, solidarité, parler vrai.

Moins engagé, mais toujours concerné, j'admets que la maîtrise de dossiers aussi complexes que l'intégration, la santé, l'emploi, l'avenir des jeunes n'est pas chose simple. Mais faire de la politique c'est imaginer, proposer, transformer, ouvrir des perspectives. Dix ans de pouvoir socialiste (moins la parenthèse de la cohabitation) et c'est l'engluement. Le fil conducteur d'une politique socialiste conséquente, mobilisatrice, m'échappe. On écope sans cesse, quelle hiérarchie de valeurs propose-t-on ?

Les camarades aux commandes (nationales ou locales) cumulent les mandats et, pris de vertige, ne manœuvrent que dans la perspective de se maintenir aux affaires. Rendre le pouvoir aux citoyens, changer la vie, voilà, semble-t-il, des slogans éculés, abandonnés au nom d'une efficacité à vérifier qui fait le vide de militants. Que pèsent aujourd'hui les préoccupations de l'adhérent de base ?

J'ai toujours été partisan de la transparence, de l'explication de nos choix. J'observe qu'en ce domaine nous sommes timides, voire rétro. Je prendrai pour exemple le récent plan emploi du gouvernement qui légalise les petits boulots à travers les emplois de proximité. J'y vois deux conséquences : l'une médiatique sur les statistiques de l'emploi... l'autre, plus pernicieuse, autorise une réduction d'impôt pour personnes et ménages à revenus souvent corrects. Peu convaincant, d'autant que des associations œuvrent depuis longtemps sur ce terrain.

De telles décisions ne favorisent pas la compréhension de voisins ou collègues de travail tracassés par les difficultés du quotidien (logement, salaire de survie, précarité de l'emploi, avenir de leurs jeunes, etc.). Aujourd'hui, le rayonnement du Parti socialiste chez les jeunes et les travailleurs est inexistant.

La droiture, la générosité restent des vertus socialistes, mais elles buttent sur des mécanismes sclérosés. Comme souvent dans le passé, le Parti fait le choix des classes sociales intellectuelles ou protégées (qui assurent son renouvellement) et sur une cour de petits copains redevables.

N'ayant ni appétit de pouvoir, ni esprit de résignation, j'ai peu à partager avec ces camarades. En revanche, je redis ma solidarité avec ceux qui agissent pour l'avènement d'une société démocratique où l'argent et le paraître ne soient plus les valeurs de référence.

Paul Jousset - Couëron (44).

■

Je viens de remplir mon bulletin d'abonnement plus une liste d'adresses pour un envoi gratuit de "Vendredi" à des amis. Je trouve ce journal intéressant, surtout la page du courrier des lecteurs où on observe que tous les socialistes n'ont pas perdu leur âme et leur honneur.

Je trouve que les critiques que je pourrais apporter se rapportent plutôt au Parti qu'à son journal. Car, actuellement, il est très difficile de militer pour un Parti socialiste au sein d'un gouvernement qui augmente les inégalités, favorise la grosse entreprise et les mieux nantis ainsi que la haute finance au détriment de ses électeurs et militants de base.

Je suis agriculteur, je ne fais pas partie de ceux qui descendent dans la rue, mais je milite pour plus de justice, d'honnêteté et moins d'inégalité dans notre belle France.

Certaines enquêtes pourraient être faites par "Vendredi" à la base de notre société pour dénoncer le gaspillage des finances publiques qui viennent en aide aux plus gros par des aides au pourcentage sur les revenus et les salaires, ainsi que certaines subventions qui viennent en aide aux professions libérales et qui ne sont pas créatrices d'emplois.

Après dix années de socialisme, j'espère que ma lettre pourra encore servir de réflexion.

Jean Pommier
Aulnay-de-Saintonge (17).

■

Sympathisant depuis 1946 puis, devenu militant, je comprends mal (ou alors, à 66 ans, je n'ai pas encore atteint la maturité d'esprit souhaitable) que des responsables de courant ou autres s'entredéchirent et conduisent par leur attitude le Parti à sa décomposition.

En 1988, un nouvel espoir était né avec l'arrivée de Michel Rocard. C'est vrai, je n'ai pas toujours été d'accord avec certaines mesures prises. Mais il fallait malgré tout faire bloc et tous les courants devaient lui apporter le soutien qu'il était légitimement en droit d'attendre. Qu'en avons-nous vu, des tiraillements et des luttes fratricides au cours du trop fameux congrès de Rennes, où la foire d'empoigne et les règlements de compte se sont étalés au grand jour !

Bien piètre spectacle qui a laissé un goût amer à de nombreux électeurs. Michel Rocard a, dit-on, été viré. C'est peut-être dommage, compte tenu de l'image qu'il avait dans l'opinion et qui se traduisait par d'excellents résultats dans les sondages.

Mais le président était bien le seul à prendre en conscience sa décision. Edith Cresson, depuis six mois, est à la tête du gouvernement. Son courage, sa ténacité, son opiniâtreté, sa vision éclairée sur l'Europe ne sont plus à démontrer. Attaquée avec perversité par une droite hétéroclite, par les Giscard, Chirac, Madelin, Longuet et de Villiers (une belle brochette qui ne pense qu'à la revanche, et rien d'autre), Edith Cresson mérite notre reconnaissance et notre soutien sans réserve. Compte tenu de l'ambiance qui règne, j'ai bien peur qu'il en soit tout autrement.

Et puis, dernier acte, à "L'Heure de vérité", si j'ai bonne mémoire. Jean-Pierre Chevènement tire à boulets rouges sur Pierre Mauroy et critique ouvertement l'action du président Mitterrand. Trop c'est trop, la coupe est pleine !

Raymond Faure - Angoulême (16).

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Beaudenon / Sipa-Press (couv.) ; G. Rancinan / Sygma (p. 3) ; P.M. (pp. 3 et 21) ; R. Meigneux / Imapress (p. 4) ; Reglain / Gamma (p. 9) ; J. Forest / Bsip (p. 10) ; B. Decoux / Rea (p. 11) ; R.V.I. (p. 13) ; D.R. (p. 14) ; G. Boutin / Sipa-Press (p. 15) ; Alix / Sipa-Press (p. 16) ; C. Hatch / Sipa-Press (p. 16) ; L. Delahaye / Sipa-Press (p. 17) ; Kahana / A.F.P. (p. 17) ; Sittler / Rea (p. 18) ; A.F.P. (p. 19) ; I. Weingarten (p. 20) ; C.G.P.-M.N.A.M. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE
4 • Politique et argent
• Le Projet en débat 4 - Le monde et l'Europe
  • Immenses champs d'action
  • Equilibre mondial
  • Un ordre plus juste
5 Pierre Mauroy
6 Extrême droite : alerte en Europe
7 Les premiers fédéraux

IDEES
9 • Une théorie de la justice sociale
• La décennie Mitterrand

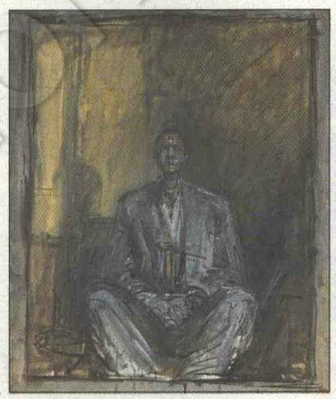
10 à 13 DOSSIER
Emploi et flexibilité
10 Changer le travail
11 La résistible histoire de David et Goliath
12 Dans un atelier flexible, gagner du temps
13 De la théorie à la pratique

REGIONS
15 • Rééquilibrer le territoire
• Pour l'espace rural


▲ *"La Décennie Mitterrand" (p.9).*


▲ *Martine Aubry : "Changer le travail" (pp. 10 à 13).*


▲ *Rééquilibrer le territoire (p. 15).*


▲ *Alberto Giacometti (p.21).*

INTERNATIONAL
16 • Nouveau visage pour l'ONU
• Boutros Boutros-Ghali
17 • Yougoslavie, l'Europe souffre
• Israël : congrès du parti travailliste

VIE PRATIQUE
18 Amélioration de l'habitat 1- Les subventions

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE
20 • Fin de l'année Mozart
• Cinéma : "Paris s'éveille"
• Télévision
21 • Alberto Giacometti
• En Pas-de-Calais : sport et lecture
• Romans policiers
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

INVITE
23 Robert Doisneau

■ AGENDA ■

• *Formation :* **"Régionales 92",** *pour les candidats aux élections et les responsables de campagne. Les 30/11 et 1er/12 à Villeurbanne (69). Renseignements et inscriptions : Centre Condorcet, ☎ 40.41.08.48.*

• *Débat :* **"Le sida et ses conséquences sociales"** *(secrétariat national à la Formation, dans le cadre des Entretiens du jeudi). Avec Michel Debout, Dr Françoise Varet (directrice adjointe de l'Association française de lutte contre le sida) et Yannick Prioux (président d'Aides Ile-de-France). Le 12/12, de 20 à 22 h, salle Marie-Thérèse-Eyquem, 10 rue de Solferino, 75007 Paris. ☎ 45.56.78.68*

• *Rencontre :* **"Français maghrébins, arabes, ou musulmans au Parti socialiste : bilans et perspectives",** *(Rencontres nationales) avec Mohamed Mebtoul (membre du comité directeur du PS), Dalila Chevallier (déléguée nationale du PS -associations de rapatriés), Kader Kettou (délégué national du PS -coopération intercommunale). Le 30, de 10 à 18 h, Assemblée Nationale, 126 rue de l'Université, 75007 Paris. ☎ 42.40.90.24*

La soupape

Il est vrai que, dans telle circonstance ou telle autre, l'inutile fait du bien. Mieux : l'acte gratuit est, parfois, une soupape. L'esthétique pour l'esthétique, l'anticonformisme, la prouesse impossible ont des vertus. Et pas seulement pour ceux qui s'y risquent.
Mais trop, c'est trop ! Il vient un moment où la chanson de geste du rameur solitaire ou l'éloge du toreador victime d'un destin implacable oscillent entre l'indécent et l'impudent. Comment disait Jarry, déjà ? "Morokhons."

J.R.

politique et argent

Les procès de la Cogedim et de la Sae-Sormae, ouverts à Paris, et le rapport de la commission parlementaire resituent la question du financement des partis politiques. Les lois de 1988 et 1990 ont assaini la situation au plan national, mais des progrès restent à accomplir à l'échelon local.



▲ *Tribunal correctionnel de Paris, 25 novembre 1991.*

Les "affaires" reviennent sur le tapis ! Les procès concernant respectivement la Cogedim (63 inculpés dans le dossier du bâtiment en Ile-de-France) et la Sae-Sormae (neuf inculpés, salariés de la société Urba-Gracco liée au PS) permettront-ils d'y voir enfin plus clair dans les responsabilités du financement des partis politiques ? Pas sûr. Une fois de plus, l'opinion risque d'englober les milieux politique et économique dans une même condamnation ferme et définitive : "Tous pourris !"

Les deux affaires ont un point commun : elles n'ont mis au banc des accusés que des responsables de société ou des cadres supérieurs. "Du fretin", s'exclament les commentateurs, indignés de voir les "politiques" passer à travers les mailles du filet judiciaire. Quelques rappels s'imposent. Dans l'affaire Cogedim, les hommes politiques n'ont pu être identifiés par l'instruction. Dans l'affaire Urba, certains élus ont bénéficié d'un non-lieu. Ceux qui ont été "blanchis" l'ont été en vertu de la loi d'amnistie du 20 juillet 1988, consécutive à la réélection de François Mitterrand, dont un amendement étendait les dispositions traditionnelles aux "délits en relation avec le financement direct ou indirect des campagnes électorales ou des partis politiques avant le 11 mars 1988". Or, ce texte a été voté par le PS et... la droite. En outre, contrairement à une idée largement répandue, la loi d'amnistie de 1990 n'avait pas pour objectif de dédouaner tous les hommes politiques puisqu'elle excluait de son champ d'application tout titulaire d'un "mandat de parlementaire national".

STRUCTURE OFFICIELLE

Les procès de la Cogedim et de la Sae-Sormae doivent également s'analyser en prenant en compte une réalité soulignée par le rapport de la commission parlementaire présidée par Pierre

---

Le Projet en débat...

Jusqu'au congrès, nous publierons thème par thème des extraits du Projet soumis au CD du 12 octobre et des motions "Pour la Refondation" (Socialisme et République) et "Une VIe République pour le changement social" (Gauche socialiste).

Cette semaine : le monde et l'Europe.

4 - la France dans le mo et la construction de l'E

LE PROJET d'immenses champs d'action

"L'ONU doit être, conformément à sa mission initiale, la source du droit international et le garant de son application. La charte des Nations Unies, qui vise à assurer la paix entre des Etats, doit voir sa mise en œuvre impulsée avec une nouvelle énergie en définissant des règles de conduite dans les grands domaines de l'activité humaine. Il y a place pour de notables progrès dans les procédures de médiation, d'arbitrage, dans le droit de la mer, de la préservation des ressources, de l'environnement. Surtout, il faut compléter les mécanismes existants en faisant référence, au-delà du droit des Etats, aux droits de l'homme. L'extension au niveau mondial d'une telle procédure donnerait une base légale au droit d'ingérence humanitaire dont les premiers balbutiements se sont manifestés pour la défense des Kurdes d'Irak ou de la paix civile en Yougoslavie (...).

Qu'il s'agisse du développement économique, des garanties sociales, de la maîtrise des flux de population, de la protection de l'environnement, l'Europe constitue l'espace pertinent pour mieux maîtriser l'avenir (...).

L'EUROPE, ESPACE PERTINENT

Européens convaincus, nous n'en sommes pas pour autant des européens naïfs : nous savons que les clivages politiques droite-gauche sont au moins aussi forts au niveau communautaire qu'au niveau national. Pour ne prendre qu'un

Collection Fondation Jaurès

Mazeaud (RPR) : jusqu'en 1988 et 1990, aucune législation ne régissait le financement des campagnes électorales et des partis politiques... dont il était parfaitement hypocrite de croire qu'il était assuré par les militants. Tous les partis, de droite et de gauche, ont donc été obligés de recourir à des subventionnements plus ou moins occultes. Mais ils n'ont pas tous employé les mêmes méthodes.

"Le cas de la Cogedim illustre la pratique des fausses factures, explique Gérard Monate, inculpé pour trafic d'influence dans l'affaire Urba. En revanche, Urba était une structure officielle, contrôlée par le PS, qui travaillait au vu et au su de tout le monde, et employait des agents technico-commerciaux chargés de monter les meilleurs dossiers possibles pour les entreprises candidates à des marchés publics auprès des collectivités locales. Toutes les sociétés de courtage commercial procèdent ainsi. Personne n'était obligé de passer par Urba. Et ce n'est pas parce qu'une entreprise était en contact avec nous qu'elle obtenait le marché. Nos factures n'étaient pas fausses. Elles correspondaient à des prestations réelles. Il nous est même arrivé d'engager des procédures contre des mauvais payeurs, preuve que nos factures n'étaient pas fictives sinon, nous ne serions pas allés si loin. La seule question que l'on peut discuter est celle de l'utilisation que nous faisions de l'argent : nous le reversions au Parti socialiste."

Le Parti socialiste bénéficiait d'une structure centralisée, Urba, qui est aujourd'hui démantelée. La droite, elle, a toujours utilisé le système plus diffus, difficilement décelable mais encore plus efficace, celui de la valise de billets.

Quels que soient les verdicts rendus par le tribunal correctionnel de Paris dans les affaires de la Cogedim et de la Sae-Sormae, la question du financement des partis politiques est loin d'être réglée. Comme le reconnaissait Jean Le Garrec, rapporteur de la commission d'enquête parlementaire : "D'une manière générale, la loi de 1990 a provoqué un effort de clarté croissante des comptes nationaux". Mais il ajoutait : "En revanche, un certain flou continue d'affecter la périphérie des structures nationales des partis et il est possible de parler de la grande inconnue des instances locales."

Afin d'améliorer l'efficacité des lois de 1988 et de 1990 et de "tarir la source même des financements occultes", la commission a fait de nombreuses propositions de réforme (publicité du patrimoine, révision de la loi Royer...).

La démocratie et la crédibilité des hommes politiques gagneraient à ce qu'elles ne restent pas lettre morte.

Jean-Pierre Bedeï

Marché et capitalisme

"Après l'échec du communisme... l'essor de la social-démocratie." Tel était le thème du colloque organisé pendant deux jours par la Fondation Jean-Jaurès, le week-end dernier.

De cette confrontation avec des intellectuels et des responsables politiques, français et étrangers, socialistes et communistes notamment, je retire la conviction, plus profondément ancrée qu'auparavant, que nous devons nous entendre sur les mots.

Parlons-nous d'économie de marché ? Si tel est le cas, les socialistes français peuvent affirmer sans ambages qu'ils considèrent que c'est le moyen de production et d'échanges le plus efficace.

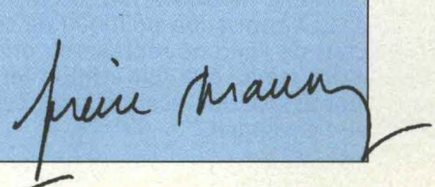
Oui, nous avons changé ! Par notre pratique politique d'abord, en 1982/83. Dans nos textes ensuite, avec notre déclaration de principes hier et notre Projet aujourd'hui. Cette évolution, nous devons pleinement l'assumer.

Parlons-nous du capitalisme ? Du modèle américain, avec ses 23 millions de pauvres et ses 32 millions d'hommes et de femmes privés de protection sociale ? Du modèle anglais, avec ses ghettos, ses explosions raciales, son fossé croissant entre le Nord et le Sud ? Alors, disons-le clairement, tel n'est pas notre modèle.

Non, le capitalisme n'a pas triomphé. Non, il n'est pas vrai que les valeurs de justice sociale et de solidarité doivent être broyées partout, toujours, inéluctablement, par le rouleau compresseur du marché.

Quand notre Projet substitue l'idée de rapport critique avec le capitalisme à celle de rupture -que nous défendions dans notre précédent Projet- il traduit précisément ce double mouvement : l'acceptation du marché, le refus du capitalisme, de ses excès, de ses dérives et de ses injustices.

En définitive, le capitalisme oublie l'essentiel : l'homme, ses besoins et sa culture, sa réalité et ses aspirations. L'avenir de la gauche, de la gauche de demain, doit avant tout se bâtir autour de cette vérité simple : l'homme est au cœur de tout projet et de toute volonté politique. Telle était, dimanche, la conclusion de notre colloque. Telle est également la préoccupation majeure qui court tout au long de notre Projet.



onde
Europe

exemple : qui a peur de l'Europe sociale ? Et si nous appelons de nos vœux le renforcement communautaire, déjà en cours, avec la mise en œuvre du grand marché intérieur, ou actuellement en discussion avec les deux conférences intergouvernementales (union politique et union économique et monétaire), nous n'en ignorons pas certains risques que nous entendons conjurer. (...)

Les socialistes français considèrent qu'au terme de la réalisation de l'union économique et monétaire, les trois objectifs suivants doivent être atteints. Il importe que l'écu devienne une monnaie unique émise par une Banque européenne de structure fédérale, qui devra en assurer la gestion externe dans le cadre des orientations données par l'autorité politique -le conseil des ministres-, et conduire la politique monétaire interne en s'assignant pour objectif la stabilité des prix, le soutien de la croissance et de l'emploi, la préservation de la cohésion sociale et régionale de la CEE. Le gouverneur de la banque devra rendre compte de sa gestion devant les instances européennes responsables, notamment le Parlement européen. Les socialistes refusent, en effet, que la Banque européenne se confonde avec un conseil de régents, inamovibles et irresponsables. Il faudra accroître la coopération en matière de politique économique : la création de la banque européenne devra s'accompagner de l'instauration des mécanismes de décision politique permettant de faire les choix nécessaires dans tous les domaines économiques autres que monétaires. Il conviendra enfin de renforcer les politiques structurelles communes : politique sociale, recherche, politique d'aménagement du territoire, incluant les départements et territoires d'outremer, politique industrielle, doivent répondre au double souci de réduire les inégalités et de garantir l'indépendance de la Communauté, notamment à travers le renforcement de la recherche-développement et des politiques volontaristes dans les secteurs de pointe.

La mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune par l'union politique. La création d'un pouvoir monétaire partagé n'a de sens que si existent les institutions et les politiques capables de la mettre au service de tous et d'en assurer le contrôle démocratique. Or, pour la première fois depuis 40 ans, nous avons la possibilité de poser de solides jalons vers une diplomatie et plus tard, vers une défense commmune. (...)

extrême droite : alerte en Europe

Les élections en Belgique confirment un phénomène inquiétant : la montée de l'extrême droite en Europe. Une progression dangereuse qui s'appuie sur la nationalisme et la xénophobie.



Michel Poniatowski doit être rassuré. Evoquant Jean-Marie Le Pen, dimanche, au Forum RMC-"L'Express", il lançait : "Je lui demande de déclarer qu'il est non raciste et non antisémite. S'il ne le disait pas, il se rendrait infréquentable. S'il répond non à ma question, je pense que l'on peut avoir des accords de gestion avec lui au niveau des régions." En fait, le leader du Front national avait répondu de manière anticipée, la veille, dans "Le Figaro-Magazine" : "Ni antisémite, ni raciste. Patriote français." Soulagé, l'ami de Giscard va donc pouvoir continuer à prôner des accords entre la droite et le FN. Mais franchement, Le Pen allait-il se déclarer raciste et antisémite ? Chez Poniatowski, on ne sait si c'est l'absurde qui l'emporte sur l'hypocrisie ou l'inverse...

Si, sur la Cinq, dimanche, Jean-Marie Le Pen a, relativement, modéré ses propos par rapport au langage tenu par son adjoint Bruno Mégret une semaine plus tôt, il n'en a pas moins affirmé que "c'est en France qu'il y a eu la moins grande proportion de juifs persécutés et morts". Une manière d'atténuer la responsabilité de l'administration de Vichy pendant l'Occupation. Enfin, devant des militants, à Tourves (Var), il avait enfourché à nouveau son cheval de bataille en dénonçant violemment la "menace intérieure" de l'immigration.

SANS EXCUSE

Le pire, c'est que Le Pen a beau proférer les mensonges les plus gros, se répandre en calembours trahissant ses obsessions racistes et antisémites, de plus en plus de Français partagent ses idées, sans aucune honte, ouvertement. En 1983, lors de la résurgence du Front national, les électeurs pouvaient encore se laisser abuser par un parti qui, en quête de respectabilité, et malgré un discours démagogique, masquait sa nature profonde en évitant soigneusement tout dérapage verbal. Depuis, la situation a évolué et Le Pen avance de plus en plus à visage découvert ; les Français qui le soutiennent n'ont plus d'excuse. Ils sont

Enfin, la future union politique ne peut se désintéresser du statut du futur citoyen européen. L'union politique ainsi progressivement dotée d'éléments de souveraineté, mis en commun, sera conduite à faire émerger l'idée d'une identité européenne de défense.(...) *(NDLR : à ce sujet, deux options sont proposées aux militants).*

Les événements en cours, en Europe centrale et orientale, confèrent à l'Europe des Douze de nouvelles responsabilités. (...)

La recomposition de l'espace européen est d'abord un changement de notre univers mental. Comment articuler l'Europe des douze et l'Europe des trente-trois ? Est-ce par agrégations successives à la Communauté des Etats qui y postulent ? Est-ce par une coopération systématique avec les nouvelles démocraties est-européennes ? Comment renforcer l'unité politique, monétaire, économique au sein de la Communauté sans approfondir le fossé existant avec les pays de l'Europe de l'Est ? Le défi à relever est de gérer une distorsion entre deux modalités temporelles : la restructuration économique et spatiale de l'Europe s'inscrit dans la longue durée, alors que la recomposition politique et culturelle ne souffre pas de tels délais. Aussi l'association politique de certains Etats de l'Europe centrale ou orientale, avant même que soit échu le terme de leur association économique, peut-elle être envisagée." ■

Le Projet GAUCHE SOCIALISTE

équilibre mondial et responsabilité devant les peuples

Pour que vive le droit international, pour que l'équilibre mondial se substitue à l'ordre mondial, les Etats doivent se doter d'une instance supranationale élue et fonctionnant sur des bases démocratiques. Sauf à se contenter d'incantations, nous savons qu'il n'existe qu'une "alternative" concrète à l'hégémonie politique et culturelle des Etats-Unis : la construction d'une Europe forte. Elle est le seul point d'appui disponible pour faire émerger un monde multipolaire doté de structures internationales d'arbitrage (...).

Notre objectif est clair : les Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire une union politique et économique effective, un Parlement directement compétent pour ce qui est du ressort européen.

La supranationalité ne doit pas être redoutée si elle s'accompagne d'un vrai pouvoir responsable devant le peuple. C'est pourquoi l'union politique des socialistes européens est un impératif et une urgence absolue. Notre perspective est la constitution d'un PS européen transnational (...). Déjà de nombreux dirigeants des Partis socialistes européens ont tracé cette voie. Qu'attendons-nous encore ? Les socialistes ne peuvent se satisfaire d'une Europe des riches, avançant dans son union et chipotant une aide vers les pays de l'Est et du Sud. Les socialistes ne peuvent non plus se satisfaire d'une confédération "souple" où se prendraient les décisions, fruits de compromis intergouvernementaux, sur lesquelles finalement personne n'a réellement prise et qui favorisent le plus souvent les harmonisations par le bas. L'Europe a de nombreux défis à relever : conjuguer les forces centrifuges en son sein, réduire les inégalités qui la fragilisent mais aussi porter de nouvelles formes de coopération avec les pays du Sud et promouvoir des règles internationales. La question de la défense est l'une des plus pressantes, le désarmement général et contrôlé doit être notre objectif... Il n'est plus aussi utopique qu'on le croyait. Le désarmement nucléaire est la première étape. Depuis longtemps les socialistes français se sont prononcés en faveur de la dissolution simultanée des blocs et cela était juste. La dissolution de l'OTAN est donc à l'ordre du jour. Quelle signification aurait son

partisans, en toute connaissance de cause, de l'instauration d'un régime autoritaire, policier, répressif, bafouant les droits de l'homme et les principes les plus élémentaires de la République et de la démocratie.

Ce courant en progression constante n'est pas l'apanage de la France. Sous des formes diverses, il se développe également en Europe et aux Etats-Unis. La poussée de l'extrême droite en Belgique, lors des élections du week-end dernier, les violences racistes en Allemagne et en Grande-Bretagne, la prolifération des jeux vidéo à la gloire du nazisme, en Autriche, et la progression des nationalismes dans les pays d'Europe centrale attestent d'un regain des idéologies qui reposent sur la xénophobie et le racisme. "On ne peut pas couper la montée du Front national en France des phénomènes d'exacerbation nationaliste en Europe centrale. Pas plus que dans les pays industrialisés : c'est le phénomène Duke aux Etats-Unis", explique, dans "Politis", Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste de Paris, qui a organisé un meeting contre l'extrême droite, mercredi, à la Mutualité. Autant dire que la riposte des démocrates, qu'ont du mal à mettre en place les hommes politiques, ne doit pas se cantonner à la France. ■

PREMIERS FEDERAUX

combativité et reconquête

Quatre-vingt-cinq premiers secrétaires fédéraux se sont retrouvés samedi et dimanche derniers sous la houlette de Daniel Vaillant et des secrétaires nationaux à Gouvieux (Oise) pour leur séminaire de travail traditionnel. Plat de résistance : la préparation du congrès extraordinaire sur le Projet. L'ambiance studieuse a permis des débats sereins, hors des habituels clivages ; la difficulté à mobiliser les militants a été évoquée par beaucoup mais tous ont souligné l'importance de cette démarche idéologique pour reprendre l'initiative.

A l'évocation de la situation politique, les fédéraux ont fait preuve de combativité et de volonté de reconquête contre les positions de l'extrême droite et dans la lutte contre le chômage. Ils ont souhaité un mode de scrutin mixte qui soit simple et permette des alliances.

Concluant ces travaux, Pierre Mauroy a appelé à la cohésion et au rassemblement autour des propositions du Projet mais aussi à beaucoup d'énergie en vue des batailles électorales de 1992. Enfin, commentant les cinquante mesures du FN, le premier secrétaire a dénoncé "l'esprit de Vichy pour les naturalisations, celui de Johannesbourg pour l'apartheid et celui de Tirana pour les cautions aux frontières." ■

HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS

Les propositions de M. Le Pen peuvent-elles faire rêver certains ? Même s'il n'est pas dans mes habitudes de mépriser les électeurs actuels ou potentiels du Front national, je ne parviens pas à comprendre comment le rejet de l'autre, l'enfermement ou les ressorts de haine atteignent une telle ampleur en Europe et au-delà.

Vivement la fin du XXe siècle, écrit en substance Tahar Ben Jelloun, dans "Le Monde", vivement la fin de ce siècle si peu humain. N'aurait-il pas affreusement raison..? Hélas, la fin officielle de notre siècle ne suffira pas à chasser les démons odieux qui nous envahissent et le prochain ne s'annonce pas sous des auspices plus radieux. Car la lèpre gagne. A Alger, le FIS, et même des journaux, trouvent dans l'antisémitisme le plus éculé de quoi faire oublier aux masses leurs difficultés de vie. Patrick Bruel, comme le philosophe Comte-Sponville, a raison d'appeler à la reconquête du politique, à la participation à la vie collective.

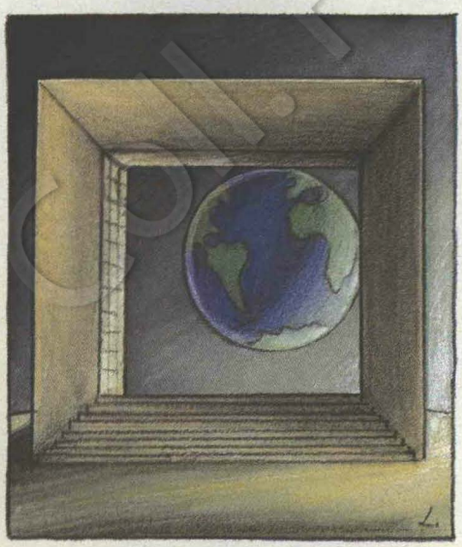
Si nous ne nous occupons pas assez, ensemble, de notre vie, les autres s'occupent de nous la salir...

L.C.-S.

HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS

maintien, si ce n'est l'acceptation de la domination américaine ? Dans l'attente du désarmement général, la sécurité collective ne saurait être acquise que par l'équilibre des forces en présence. La défense européenne, autonome, est actuellement nécessaire non seulement à notre propre indépendance mais aussi à cet équilibre.

Parce qu'elle est une des puissances nucléaires du globe et qu'elle a cru ainsi assurer durablement sa place dans le concert des grands, la France doit prendre une initiative majeure en faveur du désarmement général et de la défense européenne. ■



Le Projet

POUR LA REFONDATION

un ordre du monde plus juste

"Nous avons à construire une vraie Europe, la grande Europe, accueillant les nations nouvellement libérées du joug soviétique, tout en ménageant au sein de ce nouvel espace les transitions et en aménageant les géométries variables. N'acceptons pas de voir transformer la Communauté en un club fermé des nantis. Comment pourrait-on construire l'Europe en affaiblissant le cadre du débat et de la décision démocratiques qu'est la nation ? En acceptant que des politiques nationales choisies librement soient mises en cause à Bruxelles par des instances non élues (cf. affaire de l'Aérospatiale) ? N'est-ce pas du même coup exaspérer les nationalismes ? Comment résorber les déséquilibres si graves entres les composantes de cette CEE, sinon par une sorte de plan volontariste de reconstruction, associant les efforts des Etats et des entreprises, enjeu autrement déterminant que l'invention artificielle d'une monnaie unique, substitut du franc, du mark ou de la livre ? Cette confédération aurait naturellement vocation à constituer un espace de développement et de sécurité entretenant avec les Etats-Unis d'Amérique, à l'Ouest, et la confédération qui sera appelée à se substituer, autour de la Russie, à l'ancienne Union Soviétique, à l'Est, des rapports de bonne intelligence et de coopération.

LE DEFI DU SUD ■

L'autre défi à relever est évidemment celui de notre Sud, le plus proche, à une heure de vol, sur l'autre rive de la Méditerranée, et dont le développement est nécessaire à notre équilibre même. Il faudra aller à contre-courant de la tendance dominante de l'ordre mondial en cours d'édification, où les mêmes règles ne valent pas selon que l'on est puissant ou misérable, qui accepte l'approfondissement de la fracture Nord-Sud, transpose l'apartheid à l'échelle du monde, et laisse à eux-mêmes dans leur misère, leur violence, leur marginalité, des peuples tenus comme "nouveaux barbares" aux portes de l'Empire, dont la fin de la guerre froide a cessé de faire des enjeux entre l'Est et l'Ouest. Une initative méditerranéenne de développement reste plus que jamais d'actualité : investissement, aide à l'investissement, garanties, formation, accès régulés au marché, etc." ■



C'EST MAINTENANT QUE NOUS ACHETONS LA NOURRITURE ... C'EST AUJOURD'HUI QUE NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT !...

Cet hiver, plus de 11 000 bénévoles
vont se mobiliser pour assurer
dans 850 villes de France,
chaque jour, et 7 jours sur 7,
plus de 286 000 repas quotidiens
à tous ceux qui, sans cela,
ne mangeraient pas.

Nous remercions vivement
VENDREDI de s'associer
généreusement à notre action
en nous offrant cet espace.

OUI, j'aide les Restaurants du Cœur
et je vous envoie dès aujourd'hui
la somme de :

☐ 60 F (un repas pendant deux semaines)
☐ 120 F (un repas pendant un mois)
☐ 240 F (un repas pendant deux mois)
☐ 360 F (un repas pendant tout l'hiver)
☐ plus de 360 F

par chèque ci-joint à l'ordre de :
Les Restaurants du Cœur
221, rue La Fayette
BP 104 - 75463 PARIS CEDEX 10

Important : jusqu'à un don de 520 F,
la moitié sera déduite de vos impôts

PETITES ANNONCES

☎ 45 56 78 57

VILLE DE MONTLUÇON
(Allier) 50.000 hab.

recrute d'urgence

1 | UN CADRE A RESPONSABLE DU DEPARTEMENT PATRIMOINE

Chargé au sein de la direction Culture Sports, de la mise en place d'un nouveau département regroupant :

- le Musée municipal et ses annexes
- le développement de la culture scientifique et technique
- les relations avec une association dont les objectifs sont la sauvegarde du patrimoine industriel et urbain de la ville
- un festival de musiques traditionnelles et métissées en cours de mise en œuvre.

MISSIONS

- Direction et encadrement de ces différents secteurs d'activité
- Gestion technique et budgétaire
- Proposition et mise en œuvre de projets liés au développement du patrimoine
- Développement des relations avec les partenaires des différents projets culturels intra et extra-muros

PROFIL

De formation supérieure dans le domaine de l'histoire de l'art, les candidats devront :

- faire preuve de motivation et d'esprit d'initiative pour créer et promouvoir les projets liés au patrimoine
- être expérimentés en matière d'encadrement de personnel, de direction de services et de gestion budgétaire.

recrute par voie de mutation

2 | UN ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

Chargé au sein de la direction Culture Sports, dans le cadre du département PATRIMOINE, de la gestion et de la valorisation de cet équipement comprenant : une collection de vielles et d'instruments traditionnels unique, en cours de développement • une collection de faïences anciennes • une collection de lithographies • des collections d'intérêt local ainsi que des structures en cours de valorisation et de présentation au public.

MISSIONS

- Gestion technique et budgétaire du Musée
- Organisation et suivi d'actions de valorisation des équipements
- Participation au développement des relations avec les partenaires des différents projets culturels intra et extra-muros

PROFIL

Recrutés selon les conditions statutaires, les candidats devront faire preuve de qualités relationnelles importantes, d'une forte motivation pour promouvoir ces équipements en s'appuyant sur une expérience dans un poste similaire.

Postes à pourvoir au 01/01/1992

Adresser candidature et CV détaillé à

M. le Député-Maire
BP 238 - 03109 MONTLUCON cedex
avant le 6/12/1991



John Rawls.

une théorie de la justice sociale

Les socialistes sont amenés à découvrir ou redécouvrir des penseurs utiles au renouvellement de leur Projet. Plongée dans le monde anglo-saxon avec John Rawls.

Dans la production d'idées nouvelles nécessaires à la justification des politiques concrètes, le socialisme démocratique a été atteint d'une maladie de langueur de l'entre-deux guerres à l'après-guerre. Trou de plusieurs décennies où il vit sur les acquis de l'apport social-démocrate et une interprétation du marxisme. Au fond, durant cette période, l'inspirateur des politiques socialistes, c'est Keynes. Mais si son penchant pour l'intervention de l'Etat et sa générosité socialo-monétaire ont de quoi séduire, le grand économiste britannique n'est pas du tout socialiste. Politiquement, il s'est dit plus proche des conservateurs que des travaillistes. Il faudra attendre Charles Crosland (1918-1977) et surtout John Rawls pour qu'une nouvelle pensée morale et politique de gauche apparaisse.

LE JUSTE AVANT LE BIEN

En 1971 paraît aux Etats-Unis *"Théorie de la justice"(1)*, l'œuvre fondamentale de Rawls. Connu seulement dans les milieux intellectuels en France -un colloque lui a été consacré ainsi qu'un livre (2)- Rawls est un maître à penser du monde anglo-saxon : dans le *"Dictionnaire de la pensée politique" (3)* rédigé par 116 universitaires anglo-saxons, "Théorie de la justice" est décrit comme "l'ouvrage qui a le plus influencé la philosophie politique anglo-américaine ces quinze dernières années."

Dans la préface de l'édition française, Rawls écrit que sa conception serait appelé "libérale ou libérale de gauche aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne plus probablement social-démocrate" et que, connaissant mal la politique française, "il laisse à d'autres le soin de trouver des appellations". Né en 1921, Rawls est professeur de philosophie à Harvard.

Son œuvre avant tout philosophique a des applications politiques et morales sur nombre d'institutions et de choix. Son objectif : trouver une solution de rechange à l'utilitarisme, dont les principales figures, Stuart Mill et Bentham, se sont inspirées d'Adam Smith, qui recherche la plus grande somme totale de satisfaction pour l'ensemble des individus d'une société. Mais, pour Rawls, le plaisir ne peut définir des principes d'organisation : le juste a toujours priorité sur le bien, "la justice est la première vertu des institutions sociales comme la vérité est celle des systèmes de pensée." Toute société dérive d'une coopération mutuelle entre individus, plus avantageuse pour chacun que s'il devait se débrouiller seul. Ce qui intéresse Rawls, c'est "la façon dont les institutions sociales les plus importantes répartissent les droits et les devoirs fondamentaux et déterminent la répartition des avantages tirés de la coopération sociale." L'idée d'un contrat social est mise en avant comme chez Locke ou Rousseau. Pour en établir les principes, Rawls imagine une situation originelle dans laquelle les contractants ignoreraient tout de leur statut social, de leurs capacités et de leurs talents. Cette incertitude maximalisant les risques qu'ils auraient à se trouver dans les positions les moins favorables les conduiraient à adopter les deux principes de justice qui doivent régir l'organisation sociale.

"En premier lieu : chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous qui soit compatible avec le même système pour les autres.

En second lieu : les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à ce que, à la fois (a) elles apportent aux plus désavantagés les meilleures perspectives et (b) qu'elles soient attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, conformément à la juste égalité des chances."

Le premier principe prime sur le second mais sans le détruire. Le second a donné naissance aux concepts d'inégalité justes et injustes (4) : "La société doit prendre en considération l'efficacité économique et les exigences de l'organisation et de la technologie. S'il y a des inégalités de revenus et de fortune, des différences d'autorité et de degré de responsabilité qui tendent à améliorer la situation de tous par rapport à la situation d'égalité, pourquoi ne pas les autoriser ?" La théorie de la justice comme équité a soulevé autant d'enthousiasme que de critiques mais elle est un stimulant pour l'arbitrage de ces deux aspirations parfois complémentaires, parfois contradictoires que sont la liberté et l'égalité.

Bernard Chaouat

(1) Le Seuil.
(2)"Individu et justice sociale, autour de John Rawls". Points-Politique. Seuil.
(3) Hatier.
(4) Voir "Vendredi", n° 56.

■ LA DECENNIE MITTERRAND ■

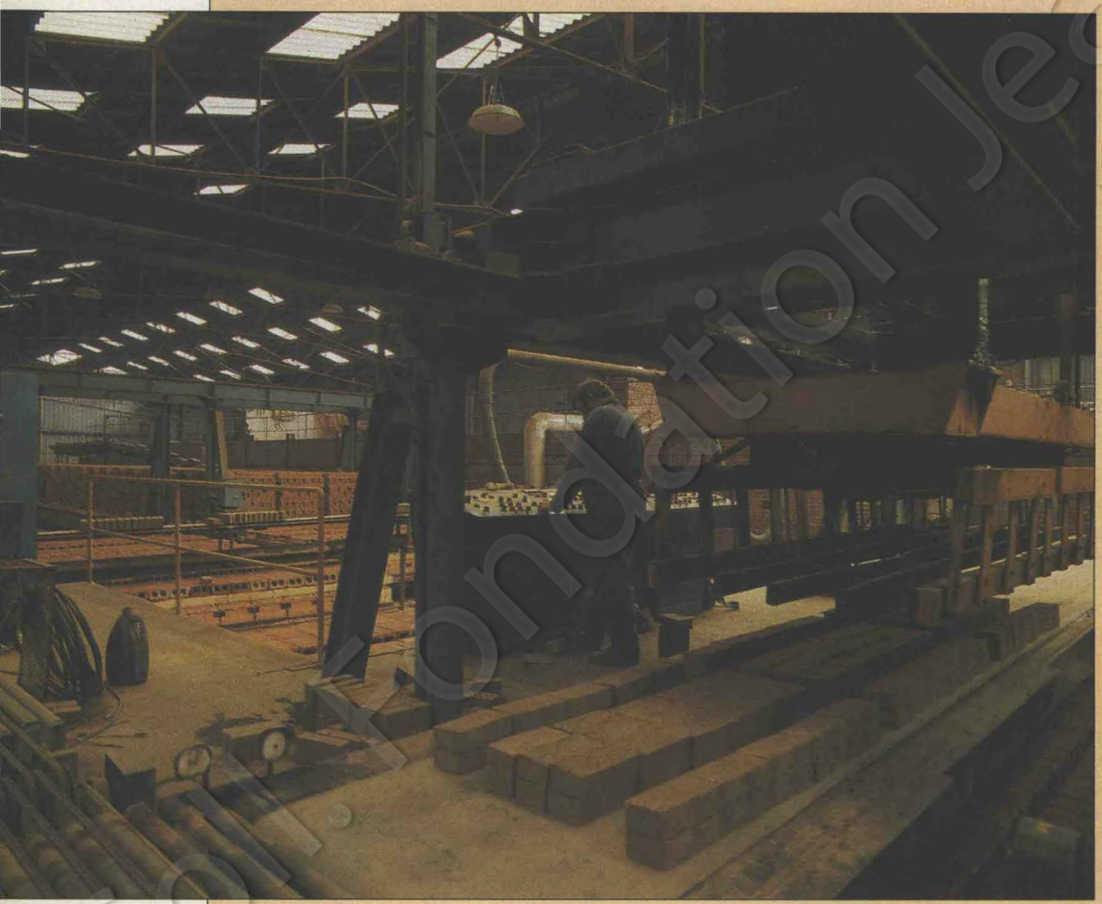
Le travail des journalistes peut revêtir de nombreuses facettes. Ils sont soumis à l'actualité et à l'information la plus rapide et la plus complète possible. Telle est leur mission et chacun la remplit par le biais de son support : film, micro, stylo, photo...
Les auteurs de "La Décennie Mitterrand" (1) ont leur spécialité et leur métier, c'est la dépêche d'agence, plus précisément de l'AFP. Ces deux reporters ont ainsi suivi pas à pas, ou presque, le président de la République depuis 1981 pour Pierre Favier et, depuis 1985, pour Michel Martin-Roland. De cette mission, sortait, il y a un an, 600 pages sur les années 1981-1984, sous le titre "La Décennie Mitterrand, les ruptures". Claude Estier en fit un éloge mérité dans le numéro 79 de "Vendredi", et, depuis, un film fut réalisé et diffusé sur Antenne 2, le 10 mai 1991.
Voici venu le tome 2, "les épreuves" qui, lui, couvre les cinq années 1984-1988 et qu'il faut lire comme un roman, tant il est construit sur les personnalités, leurs réactions, leurs analyses. Les sources de la documentation se sont diversifiées, cohabitation oblige, et l'écriture apparaît beaucoup plus sûre, à moins que ce ne soient les jugements croisés par les très nombreuses interviews. La période étudiée est historiquement bien différente des premières années et, naturellement, passionnante pour des observateurs curieux. Quelques-unes des informations distillées au fil des pages, certains récits ou propos rapportés, constituent en fait des "scoops". Ainsi, par exemple, des pages analysant l'affaire Greenpeace, la fin d'Ouvéa, le retour de Gorji, relevées par de nombreux observateurs. Sur et avant la cohabitation, le récit des discussions constitutionnelles prennent aujourd'hui un intérêt particulier. Nous apprenons en détail les discussions au sein du gouvernement sur l'introduction du scrutin proportionnel, mais aussi comment la droite s'est divisée. Les auteurs relatent les hésitations de Raymond Barre dans son hostilité à la cohabitation. L'ancien premier ministre a refusé, en 1985, d'appliquer le scénario proposé par son collaborateur dans une note de vingt-deux pages qui aurait pu aboutir à la constitution d'un groupe de 60 députés. Tout était prêt, même le slogan et le papier à lettres du nouveau parti... Raymond Barre aurait pu surmonter son dégout des formations et créer une situation bien différente dans notre paysage politique. Passionnant comme la politique et le spectacle de la vie des hommes.

L.C.-S.

(1) Le Seuil, 750 p., 149 F.

CHANGER LE TRAVAIL

"Le vrai débat est là : notre compétitivité passe par la valorisation des capacités des salariés." En conseil des ministres, Martine Aubry a plaidé pour une politique de changement du travail. Cette politique ne se décrète pas. A tous les partenaires de l'entreprise de remettre leurs pendules à l'heure pour élaborer, ensemble, le projet social qui satisfera les uns et les autres.



On adapte trop les hommes aux machines et non les machines aux hommes.

Aujourd'hui, ce sont les plus rapides qui mangent les plus lents, et non plus les plus gros qui avalent les plus petits. La plupart des entreprises croient ainsi que leur compétitivité consiste simplement à produire, le plus rapidement possible, des biens ou des services adaptés à leur clientèle et au meilleur prix. Où peut être la différence, ce "plus" qui permet de gagner ? "Dans la capacité des chefs d'entreprise à s'appuyer sur les ressources des salariés, sur leurs compétences, leurs expériences, leurs capacités d'imagination et d'innovation" a précisé Martine Aubry, ministre du Travail.

Qu'attendent, aujourd'hui, les salariés ? Pas tellement -sinon dans leur for intérieur- d'être partie prenante d'un véritable projet social qui leur apporte des satisfactions et les amène à se mobiliser dans leur travail. Mais, plus prosaïquement, et d'abord, préserver leur santé et leur sécurité. Ces désirs doivent être pris en compte.

Aussi le gouvernement a-t-il déjà déposé un projet de loi visant à améliorer la prévention des risques professionnels et a-t-il renforcé les contrôles de l'inspection du travail. Les salariés souhaitent, également, un statut correct, des rémunérations justes et adaptées à leur qualification. La réduction des primes personnalisées, le développement des systèmes d'intéressement davantage fondés sur les performances de leur entreprise que sur ses résultats financiers, les négociations de branches sur la revalorisation des bas et des moyens salaires, la révision des classifications... toutes ces évolutions finiront bien, un jour ou l'autre, par porter leurs fruits.

Les attentes des salariés

Les attentes des salariés se limitent-elles à cette liste ? Non, répond Martine Aubry. "Peut-on ajouter que leur espoir, et principalement celui des nouvelles générations mieux formées, est de bénéficier de plus en plus d'autonomie et de responsabilité ?" Bref, de retrouver une certaine dignité dans leur travail.

Malgré les progrès des lois Auroux, ils en sont loin, si l'on en croit une enquête du ministère du Travail. Un tiers des salariés, deux tiers des ouvriers qualifiés, sont soumis à des normes de production ou à des délais à respecter, en une journée au maximum. Alors que les ouvriers sont de plus en plus soumis aux contraintes commerciales, les métiers tertiaires, eux, voient se développer les méthodes plus traditionnellement industrielles. Mais les contraintes nées de l'utilisation des machines continuent à peser en premier lieu sur les ouvriers : le travail d'un sur dix dépend du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce, celui d'un sur six de la cadence automatique d'une machine. Seuls 10% des ouvriers, 15% des employés échappent,

Fondation Jean Jaurès

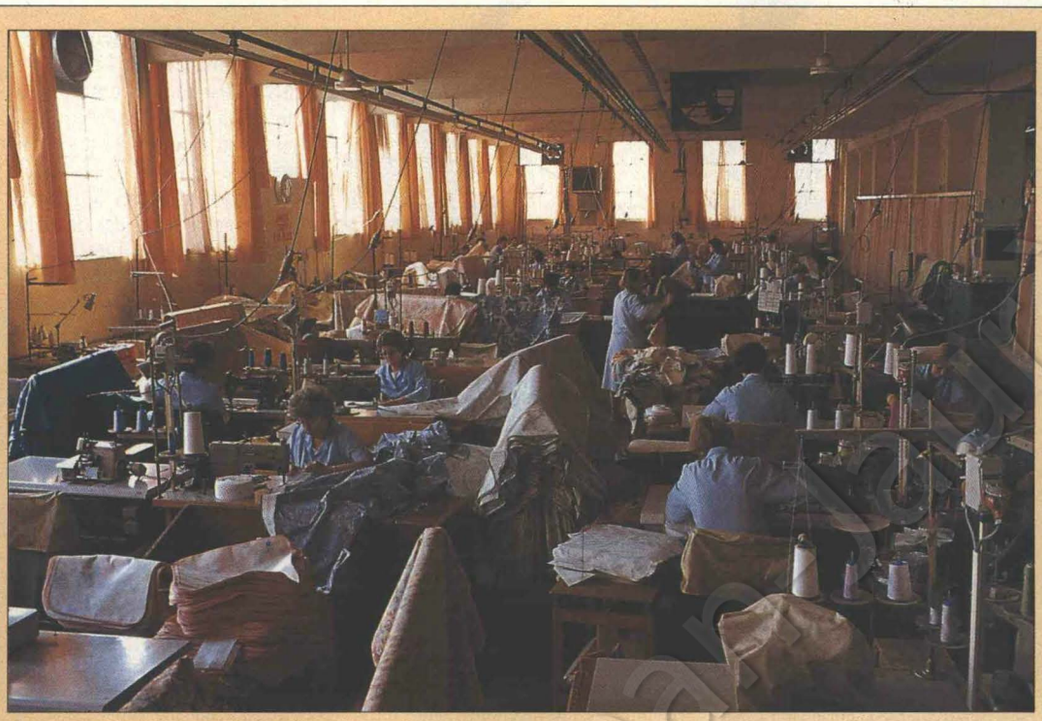
aujourd'hui, aux contraintes de rythme, quelles qu'elles soient. Pourtant, une certaine autonomie dans le travail commence, malgré tout, à se développer. En 1991, la hiérarchie indique "comment faire leur travail" à 18% seulement de l'ensemble des salariés, alors que c'était le cas pour 22% en 1987. Aux autres, la grande majorité, on indique seulement ce qu'il faut faire, et ils choisissent eux-mêmes la façon de procéder. Parallèlement, ils sont plus nombreux à se voir reconnaître un plus grand degré d'initiative : 50% en 1991, 44% en 1987 déclarent régler eux-mêmes les incidents qui surviennent dans leur travail *(voir tableau)*.

En fait, et contrairement à ce que pensent nombre de chefs d'entreprise, l'autonomie, la responsabilité passent par la mise en place d'organisations plus qualifiantes, restructurant les tâches et leur donnant plus d'intérêt, réduisant les niveaux hiérarchiques, préparant les salariés aux métiers de demain et leur ouvrant des possibilités de carrière professionnelle.

On en est loin. Pour que les entreprises repensent le travail et que chacun y trouve intérêt, il faut une vraie gestion prévisionnelle des métiers de demain et des emplois, car il ne s'agit pas seulement de traiter les conséquences sociales de l'introduction de nouvelles technologies et méthodes de gestion de la production. Il faut "une vraie politique, outil de compétitivité, et base d'un véritable projet social."

Cette politique ne se décrète pas : aucun instrument législatif ni réglementaire, reconnaît le ministre du Travail, ne peut l'imposer. Elle repose sur "une action de conviction". L'Etat se doit d'inciter, de conseiller, d'aider concrètement les entreprises qui y adhéreraient. Pour leur permettre de faire le bilan de leurs dysfonctionnements, il va doubler, d'ici à 1993, le nombre de celles qui ont bénéficié des diagnostics courts de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail : 500 en 1991. Pour définir une nouvelle façon de travailler, approfondir leurs difficultés de gestion des ressources humaines, le gouvernement va mobiliser les aides au conseil ; aide au conseil en formation (400 entreprises en 1991), ligne d'innovation pour la gestion de l'emploi. D'ici à 1993, le nombre de toutes ces entreprises sera doublé, l'Etat prenant en charge jusqu'à 70% du coût des interventions.

Cette démarche est fondée, il est vrai, sur un pari : celui de la multiplication et de l'efficacité de la négociation entre tous les acteurs concernés. C'est un pari difficile.



Hellemes, 1976. Un atelier de confection.

L'AUTONOMIE DES SALARIES

Pourcentage de salariés dans les cas suivants :	Employé		Ouvrier qualifié		Ouvrier non qualifié	
	1987	1991	1987	1991	1987	1991
les supérieurs fixent seulement l'objectif du travail	76	81	76	78	54	60
ils disent aussi comment faire le travail	24	19	24	22	46	40
Face à quelque chose d'anormal, les salariés :						
règlent en général l'incident	36	43	38	43	21	27
règlent seulement l'incident dans les cas prévus	20	17	21	16	16	13
font généralement appel à d'autres personnes	44	40	41	41	63	60

Source : ministère du Travail

LA RESISTIBLE HISTOIRE DE DAVID ET GOLIATH

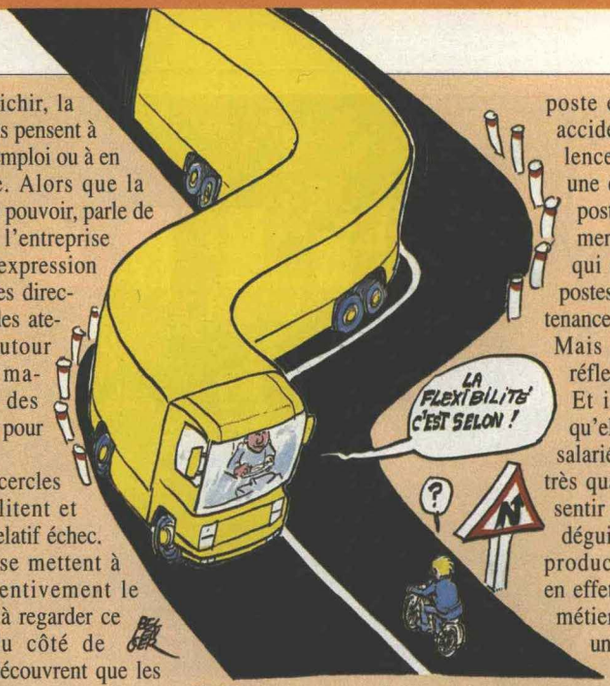
Avant, les plus gros mangeaient les plus petits. Maintenant, ce sont les plus rapides qui vont manger les plus lents. Car apparaît la notion de "juste-à-temps".

Flexibilité ! Il est peut-être peu de mots qui, en vingt ans, auront eu autant de contenus différents. Dans les années 70, dans la lignée de Mai-68, il évoque, à partir de la grève des OS à l'usine Renault du Mans, la révolte des ouvriers face aux chaînes : ils luttent contre la parcellisation du travail, la séparation entre tâches d'exécution, de contrôle et de conception et expriment une demande sociale forte d'enrichissement du travail. On parle alors de casser les chaînes. Certaines entreprises, dont Renault, tentent des expériences d'élargissement des tâches, de groupes autonomes de production, mais, très isolées, elles ne durent pas longtemps.

A partir du milieu des années 70, la flexibilité signifie nouvelles technologies. Arrive le moment où les entreprises, d'abord les très grosses, sentant venir la crise, s'informatisent et se robotisent. Elles ont un projet industriel, qui nécessite de forts investissements et implique des licenciements massifs. On plaque des machines sophistiquées sur l'organisation taylorienne, sans aucune participation des salariés. Ce sont les machines qui sont flexibles, pas les hommes. On oublie la nouvelle organisation du travail.

Au début des années 80, flexibilité veut dire flexibilité de l'emploi -avec ses cortèges de licenciements-, puis flexibilité des salaires.

Dossier préparé par Monique Grima



Plutôt qu'à l'enrichir, la plupart des salariés pensent à sauvegarder leur emploi ou à en trouver un autre. Alors que la gauche, arrivée au pouvoir, parle de citoyenneté dans l'entreprise et de groupes d'expression des travailleurs, les directions organisent des ateliers flexibles autour des nouvelles machines, montent des cercles de qualité pour mieux les servir.

Petit à petit, les cercles de qualité périclitent et conduisent à un relatif échec. Les entreprises se mettent à étudier plus attentivement le modèle japonais, à regarder ce qui se passe du côté de l'Allemagne, et découvrent que les uns et les autres ont sans doute investi dans des machines, mais qu'ils ont surtout installé une nouvelle méthode de gestion de la production. Là-bas, la compétitivité n'est plus seulement une question de coûts et de prix : elle joue sur la qualité, les délais, l'innovation de nouveaux produits. Là-bas, il n'y a plus de stocks. Le fait frappe plus particulièrement les firmes automobiles françaises, qui croulent sous les stocks. Commencent alors à fleurir les expressions "option zéro stock" (qui évoque bien la conception statique et figée qu'avaient les entreprises), puis "gestion à flux tendus" quand elles s'aperçoivent de leur erreur.

Le problème à l'envers

Aujourd'hui, on parle plus volontiers de "juste-à-temps" (ou JAT pour les intimes). Dans ce système de gestion de production, l'amont -la fabrication- doit réagir dans le temps le plus court en fonction de l'aval, les commandes. Il permet de produire des petites séries de produits diversifiés, de qualité, dans des délais réduits. On l'observe aussi bien dans la construction automobile -on produit dans une usine un certain nombre de boîtes de vitesses d'un modèle particulier dont a besoin sur le champ telle autre usine ou on sort tel modèle très typé en série limitée- que dans l'habillement où, une semaine après une commande de 26 chemises de luxe taille 41 avec des exigences précises, les 26 chemises sont livrées au client, alors que, d'habitude il faut trois semaines pour confectionner des produits standardisés qui ne se vendront pas forcément.

En France, ce sont les ingénieurs qui pilotent l'opération. Ils se contentent souvent de déplacer les machines et de les monter -non plus en unités technologiques où chaque pièce à fabriquer passe successivement par différents ateliers dont chacun est spécialisé dans l'usinage, le réglage...-, mais en ligne, dans le même atelier, dans l'ordre de succession des opérations. Les directions des relations humaines interviennent après, pour régler les tensions sociales qui ne manquent pas de se produire avec, par exemple, le choix, la formation des hommes et leur rémunération.

L'organisation du travail n'est, ici, qu'un sous-produit des choix d'organisation de la production. Et Roger Pascret, de la CGT, peut constater : "Les idées de départ sont devenues ce que deviennent toutes les grandes idées développées pour faire passer des potions plus ou moins amères." Les entreprises ont pris le problème à l'envers car ce style d'organisation repose, en fait, sur toute une série de postulats supposés résolus auxquels, dans leur grande majorité, ne s'attendaient pas les firmes françaises. Les firmes japonaises, allemandes ou italiennes, championnes du juste-à-temps, ont cassé, dans leurs têtes comme dans les faits, le système taylorien. Les Français, non.

Tout le système repose sur une réelle polyvalence dans la fabrication. Elle ne consiste pas simplement à faire exécuter par la même personne plusieurs tâches élémentaires, l'équivalent de trois postes inintéressants, au lieu d'un seul, comme c'est le cas chez Citroën à Aulnay et à Rennes, ou chez Peugeot à Poissy : cette procédure interdit, en fait, toute adaptation au poste et peut même générer des accidents du travail. La polyvalence consiste, au contraire, en une complète transformation du poste, en ajoutant à l'unité élémentaire de travail des activités qui étaient affectées à d'autres postes, comme le réglage, la maintenance, le contrôle qualité.

Mais cela demande toute une réflexion sur le poste de travail. Et il n'est pas sûr, non plus, qu'elle soit bien acceptée par les salariés concernés. Ceux qui sont très qualifiés au départ peuvent la sentir comme une déqualification déguisée : la fonction élargie de production fait voler en éclats, en effet, la notion traditionnelle de métier et peut être vécue comme une perte d'identité professionnelle. En outre, la nouvelle organisation fait souvent sauter les primes au rendement, et peut donc être rejetée par les ouvriers qui en bénéficiaient auparavant.

L'homme a été oublié

C'est un fait : on ne sait pas encore très bien adapter les anciennes classifications, les qualifications, faire évoluer les modes de rémunération. En un mot, négocier les contreparties accordées aux salariés pour les efforts supplémentaires qu'on leur demande. Il n'existe pas de modèle de référence qui puisse être copié. Les conventions collectives ne sont pas adaptées pour résoudre ce problème, trop nouveau pour elles. Aux entreprises de s'adapter, avec les moyens du bord.

Moralité : dans cette course à la rapidité, il ne suffit pas de courir vite, il faut partir à point et, surtout, savoir avec qui on part. Même s'il est parfois difficile de plonger dans l'inconnu. ■



DANS UN ATE… GAGNE…

Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication des boîtes de vitesses, compte près de 500 salariés. L'atelier flexible usine les carters (les enveloppes) des boîtes de vitesses pour les véhicules des gammes hautes (plus de 15 tonnes) avec un système de fabrication entièrement automatisé comprenant des chariots filoguidés, des centres d'usinage, des machines modulaires convertibles. Les carters, sur les chariots, cheminent d'une machine à l'autre pour permettre les différentes étapes de la gamme d'usinage. La gestion de l'ensemble est assurée par un calculateur qui pilote en temps réel la totalité de l'atelier, optimisant ainsi la production, le taux d'engagement des machines et offrant une très grande souplesse d'adaptation.

"Pour une production flexible, capable de s'adapter à l'évolution du marché, explique Louis Bosset, chef de l'atelier, il faut disposer d'équipements de haut niveau d'automatisation permettant de mieux répartir l'engagement des machines, de diminuer les encourts et d'augmenter la productivité." Aujourd'hui, plus de dix ans après sa création, l'atelier flexible de RVI est un des rares à avoir résisté au temps. "L'électronique progresse si vite, insiste Jean-Jacques Vilaseca, chef de fabrication, que rester performant implique le changement du

Où trouve-t-on le juste-à-temps ?
Michelle Gandon, Pascal Charpentier.
Il concerne tout le monde. Il a d'abord été adopté dans les entreprises où la concurrence étrangère était forte, l'automobile, par exemple, et, derrière, les sous-traitants. On l'a vu ensuite dans les secteurs où la variation de la demande est très forte à travers le système de distribution, comme dans le textile et l'habillement. Maintenant, il touche à peu près toutes les entreprises manufacturières, quelle que soit leur taille. Le problème est général, mais ce n'est pas pour cela que les solutions sont trouvées partout.

En quoi consiste-t-il ?
On n'organise plus la production comme par le passé, dans l'organisation taylorienne, avec ces grandes sections homogènes, structurées par des technologies (usinage, montage, etc.). Maintenant, on fait de la mise en ligne : à partir d'un produit, on groupe toutes les machines nécessaires à la production de ce produit. On part, donc, d'un système de travail très parcellisé et spécialisé et on s'oriente vers un mode d'organisation où le travail est recomposé, car on a besoin d'avoir

ELIER FLEXIBLE R DU TEMPS

Lors de son installation, en 1980, à Bouthéon (42), l'atelier flexible de l'usine de Renault Véhicules Industries était considéré comme une première à l'échelon européen.



▲ *L'usine RVI à Bouthéon. Une vue de l'atelier flexible d'usinage des carters de boîtes de vitesses.*

matériel, donc de gros investissements. Cela ne peut se faire que par étapes."

A la flexibilité du matériel, RVI a ajouté la flexibilité des hommes. "A l'époque, surenchérit Jacques Cécillon, chef du service du personnel et des relations sociales, la technicité était une révolution. Il fallait la démystifier, faire comprendre comment fonctionnent les machines. Nous avons démarré des formations progressives, chez le constructeur, en salle. Il y a eu plus de 10.000 heures de formation au début de l'atelier. Les salariés se sont aperçus que le travail était moins fatigant, plus valorisant". L'atelier fonctionne en 3x8, avec des équipes de cinq (deux techniciens pour l'entretien des pièces et trois agents de fabrication ou P1). "Au fil du temps, les performances de l'atelier, poursuit Louis Bosset, se sont améliorées en termes de qualité parce qu'on maîtrise mieux l'outil et que le personnel est mieux formé. Les pièces mauvaises sont réduites à 0,3%. Nous avions démarré avec 7%. Nous produisons 100 carters par jour. L'atelier repose sur la responsabilisation du personnel. Les équipes sont autonomes, plus impliquées dans leur travail."

Yves Fournier, technicien depuis cinq ans dans cet atelier, le confirme. "Mon travail est intéressant, mais il exige beaucoup d'attention. Sur mon écran d'ordinateur, je vérifie quelles machines tournent, où vont les pièces. S'il y a une panne, j'interviens. Je me sens responsable, motivé."

La CFDT, elle, est plus critique : pour Alain Sorlin, "dans une équipe de cinq personnes, les deux techniciens ont, certes, des tâches valorisantes. Mais les trois autres, qui mettent les carters sur les palettes, exécutent toujours des tâches de maintenance qui n'ont pas été revalorisées".

C.L.

DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

Moynaton & Roy, qui fabrique des chemises dans les Deux-Sèvres, Legrand, une usine d'appareillage électrique en Charente, Renault-Cléon : Michelle Gandon et Pascal Charpentier ont visité ces entreprises en tant que chargés de mission à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. Ils font le point.

les gens qui peuvent réagir au quart de our au moindre problème ou aux changements de série et qui, donc, doivent avoir les compétences suffisamment larges.

Sur le terrain, que se passe-t-il ?

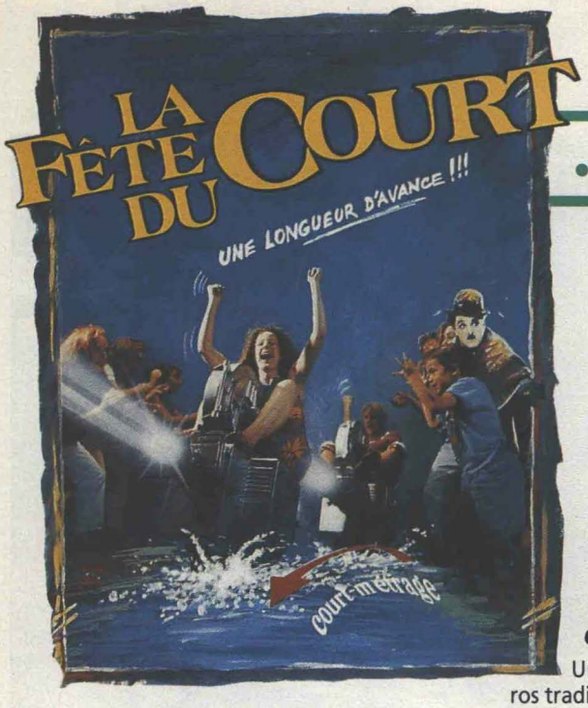
es entreprises tâtonnent. D'une façon ssez générale, les directions abordent les roblèmes de façon technocratique. Ceux ui conçoivent, organisent, dirigent, le font ncore selon des schémas tayloriens. Ce 'est plus le cas des Allemands ni des taliens, qui ne sont pas allés aussi loin ans le taylorisme : ils ne connaissent pas, ujourd'hui, les mêmes difficultés que les ntreprises françaises qui ont connu une aylorisation poussée. Le modèle social aponais est particulier, avec des systèmes 'emplois à vie, de promotions, de plans e carrière. Les entreprises allemandes, lles, s'appuient sur un système de négoiations internes, au niveau de l'entreprise t des branches, tellement riche que les hangements organisationnels se font souent de manière plus simple.

Et en France ?

es directions maîtrisent les préconisaions techniques (la façon de mettre les machines), mais pas l'organisation du travail. Elles ne voient pas au départ de quelle manière ce système suppose une évolution sociale, des relations professionnelles, des rapports avec la hiérarchie, de la structure des qualifications et des modes de rémunération.

Dans l'habillement, où 80% du personnel est féminin et payé au SMIC, le complément de salaire vient des primes de rendement individuel. Avec la polyvalence du système flexible, on perd du rendement et le personnel préfère travailler sur une ligne classique.Or, la notion de polyvalence est indispensable pour que le système de production soit très réactif, comme on dit. Le personnel ne peut plus attendre qu'on lui dise ce qu'il faut faire, il doit prendre des initiatives et des responsabilités. On peut certes prévoir un système où, d'un seul coup, les gens se mettent à travailler en groupes autonomes. Mais l'autonomie ne se fait pas du jour au lendemain quand on a travaillé depuis vingt-cinq ans sous l'autorité d'un chef.

On est dans une phase transitoire. On fait, aujourd'hui, du nouveau avec un système qui reste encore ancien. La clef du changement, c'est le travail. Le problème n'est pas technique : dans le juste-à-temps, il n'y a pas de révolution technologique. L'innovation essentielle est organisationnelle. On se heurte à des inerties, à des rigidités. Les Français commencent à se rendre compte que, ce qui fait la différence entre le succès ou l'échec, c'est le travail des gens de base, ce sont les personnes. La structure des classifications, des rémunérations, n'est pas adaptée. On ne touche pas aussi facilement, en France, aux conventions collectives, aux accords d'entreprise quand ils existent. Les négociations sont menées d'une façon classique qui ne correspond pas aux nouveaux problèmes posés par la polyvalence, aussi bien du côté du patronat que des syndicats : ils partent d'une nomenclature, d'une hiérarchisation des postes, plus ou moins importants. En fait, dans ce système, tous les postes sont importants : si personne n'est capable de tenir un poste peu qualifié, cela bloque complétement le système. Les textes laissent une certaine marge de manœuvre, mais très faible. Alors, on bricole, tandis qu'il faudrait un véritable changement dans les têtes. ■



A TOUS NOS LECTEURS :

merci pour votre courrier, vos encouragements, vos critiques... et vos abonnements. Continuez à diffuser "Vendredi" autour de vous, nous comptons sur vous.

• LA FETE DU COURT • 1991

De minuit à l'aube au Max-Linder, le 6 décembre

Films inédits (en vue du prix du public), films "coups de cœur"... Un rendez-vous convivial et sympathique à ne pas manquer, si vous voulez avoir une longueur d'avance !

C.M. SCOPE et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés

• DEDE • (Opérette)

Espace culturel du Pin Galant, Mérignac, le 15 décembre

"Dans la vie faut pas s'en faire"... ou l'insouciance des années folles. Une oeuvre légère à l'esprit ludique, une sorte de Feydeau en musique où les situations comiques et burlesques mènent parfois à rire de l'absurde.

5 invitations gratuites pour deux personnes sont réservées à nos abonnés.

• LE CIRQUE • DE PEKIN

Scène nationale de la Coupole, l'Arène, Combs-la-Ville, du 3 au 8 décembre

Une succession de numéros traditionnels comme la danse du dragon ou la danse du lion, et de numéros contemporains remarquables d'audace et de qualité. Un mélange d'acrobatie, de danse, de musique, de couleurs et de magie... par la troupe de Dalian. Un seul conseil : précipitez-vous à Combs-la-Ville.

10 places gratuites sont réservées à nos abonnés pour la soirée du 6 décembre.



Pour obtenir les places
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

Pour connaître les programmes
- *La fête du court 1991*
☎ *46 61 56 00*
- *La Coupole*
☎ *64 88 72 05 / 60 60 02 63*
- *Espace culturel du Pin Galant*
☎ *56 97 82 82*



Bulletin d'abonnement

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs

❑ ***C'est décidé, je m'abonne !***

Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal
- ☐ Abonnement(s) à 250 F (400 F DOM-TOM / CEE / 600 F autres pays)
- ☐ Abonnement(s) de soutien à ..... F

Soit au total : ..... F

❑ ***Veuillez abonner de ma part***

Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre un "pin's" (dans la limite des stocks disponibles). *Et vous devenez membre du Club.*

10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande adresse et le montant des abonnements

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

• LES COLLINES DE L'AUTAN •

La sélection du Club pour les fêtes de fin d'année

- ***Colis n° 1 :*** 1 foie gras entier de canard 200 g + 1 bloc de foie gras de canard 100 g + 1 confit de canard (2 cuisses) + 1 civet de canard (2 cuisses) + 1 galantine de foie de canard 100 g - **360 F***.
- ***Colis n° 2 :*** 2 foies gras entiers de canard (1x200 g, 1x350 g) + 1 bloc de foie gras de canard 200 g + 1 pâté de foie gras de canard + 1 confit de canard (4 cuisses) + gésiers confits de canard 400 g - **620 F***.
- ***Colis n° 3 :*** 2 foies gras entiers de canard (2x350 g) + 1 bloc de foie gras de canard 200 g + 1 confit de canard (4 cuisses) + 2 civets de canard (2x2 cuisses) + 1 galantine de foie de canard 200 g + 1 terrine de canard au poivre vert 200 g + 1 chiquetaille de canard 200 g + 1 magret séché de canard env. 300 g - **920 F***.

FOIE GRAS DU PAYS TOULOUSAIN

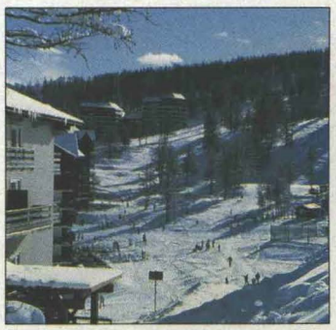
SCEA PALMICROS, "Le Cros", 31470 BRAGAYRAC ☎ 61.91.65.52

** Frais de port inclus*

• RISOUL •

1.850 m d'altitude, 160 km de pistes balisées ... Léo-Lagrange et "Vendredi" vous offrent des vacances d'hiver à des prix club.

Ces prix comprennent : hébergement (chambres de 2,3,4 ou 5 lits), pension complète, animations, équipements sportifs, discothèque... et l'adhésion annuelle Léo-Lagrange. En supplément (par semaine) : *forfait ski* **(490 F)** et *matériel* **(150 F ou 220 F).**



	Adultes	*Enfants 6/12 ans*	*Enfants 2/6 ans*	*Enfants - 2 ans*
Du 21 au 28 / 12 / 91	**1.967 F**	**1.631 F**	**1.169 F**	**gratuit**
Du 4 au 11 et du 18 au 25 / 1 / 92	**1.498 F**	**1.365 F**	**1.029 F**	**gratuit**
Du 11 au 18 / 1 / 92	**1.393 F**	**1.365 F**	**1.029 F**	**gratuit**

Collection Christophe Dabitch

ESPACE RURAL

rééquilibrer le territoire

Pour un territoire équilibré, il faut un espace rural vivant. Les décisions du CIAT rural du 28 novembre vont dans ce sens. La politique d'aménagement du territoire est un dossier prioritaire du gouvernememnt, que défend André Laignel, secrétaire d'Etat.

N'est-il pas déjà trop tard pour le monde rural ? ***André Laignel.*** On estime à 40% de notre territoire les zones de désertification potentielles. Si nous ne faisions rien, dans dix ans, 90% de la population française résideraient sur 10% du territoire. C'est le scénario de l'inacceptable. Il faut d'abord stopper ces évolutions négatives, puis les inverser. Il y a dans notre pays deux formes d'exclusion, paradoxe absurde : l'exclusion par l'entassement et l'exclusion par l'isolement. Un socialiste doit lutter contre toutes les formes d'exclusion.

Où sont les urgences dans les zones rurales et comment les décisions du Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) y répondent-elles ?
L'urgence est de maintenir des activités et d'en générer de nouvelles. Les services doivent être rendus, même sous des formes modifiées. Il faut développer les capacités d'installation d'activités, c'est pourquoi je souhaite que soit étendue l'aide aux petits projets industriels en diminuant le seuil de l'effectif (actuellement 20) des entreprises pouvant être aidées. Il faut que le confort de l'habitat rural soit comparable à celui de l'habitat urbain. C'est encore la mise en œuvre de la solidarité financière des petites villes et des bourgs centres. Et c'est bien sûr la politique agricole, même si l'agriculture n'est plus l'activité dominante des espaces ruraux : il ne reste en France que trois cantons où la majorité de la population active soit agricole. Mais elle est essentielle pour l'occupation de l'espace.

L'aménagement du territoire appelle la délocalisation d'administrations, bien accueillie en province mais critiquée à Paris. Les personnels disent : "Nous ne sommes pas des pions. Il n'y a pas eu de concertation."
Chacun sait la force de concentration sur l'Ile-de-France des administrations et souvent des entreprises privées. C'est la première fois qu'un premier ministre agit avec une telle vigueur, pour rétablir un équilibre en faveur de la province. Que certains, souvent cadres et hauts fonctionnaires, osent parler d'exil parce qu'il est demandé aux serviteurs de l'Etat de rendre leur service ailleurs qu'en Ile-de-France, a profondément choqué les habitants de province. Ce n'est pas déchoir que d'aller dans une ville de province. Il ne s'agit pas de déplacer de manière brutale ces personnels et leurs familles. Une fois la décision prise, elle doit s'accompagner de toutes les concertations nécessaires et d'un plan social.

Pour certains l'alternative, disent-ils , c'est "le chômage ou le divorce". Ils ont l'impression d'être au pied du mur.
Les questions de logement, d'emploi des conjoints doivent faire partie des négociations engagées avec les collectivités locales qui les accueillent. 100 MF ont été inscrits au budget de 1992 pour cela. Si des personnes d'un service concerné ne souhaitent pas se déplacer, il peut y avoir à l'intérieur d'un même ministère des volontaires pour le faire. Cela n'est pas mécaniste.
En revanche, la volonté étant claire de créer des emplois administratifs en province -30.000 emplois d'ici à l'an 2000- on n'en supprimera pas au passage.



▲ *Il ne reste ne France que trois cantons où la majorité de la population active soit agricole.*

Enfin, on craint que ce déménagement ne casse l'outil. C'est le cas par exemple de l'INPI (Institut national de protection industrielle).
Dans le passé, quand on a délocalisé à Lyon l'Ecole des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, tout le monde a expliqué que les vacataires, les consultants ne viendraient jamais là. Et on découvre que cela fonctionne parfaitement, que la qualité des ingénieurs qui sortent TPE va croissant... Au nom de quoi une structure administrative, compte tenu des moyens modernes de communication, ne pourrait pas fonctionner ailleurs qu'à Paris ? Il y a des cohérences à assumer : tel laboratoire ne peut être isolé de telle université spécialisée dans la même discipline... Toute décision de délocalisation est précédée d'une expertise. Ce n'est pas fait au hasard en jetant des fléchettes sur une carte de France. Quand on décide que l'Office national des forêts va dans le Cher, alors que d'immenses forêts existent dans ce secteur, cela a sa cohérence. Il est vrai que certaines structures nécessitent d'être dans la capitale, mais beaucoup moins qu'on ne le dit.

Propos recueillis par Maryline Trassard

■ POUR UN ESPACE RURAL ■

Le CIAT du 28 novembre a arrêté un ensemble de mesures en faveur des espaces ruraux

Les services aux habitants et aux entreprises
• Dans vingt-cinq départements (départements ruraux et outre-mer) seront élaborés des schémas d'organisation et d'amélioration des services, sous la responsabilité des préfets.
• Pour améliorer l'habitat en milieu rural, mesures d'incitation privilégiant la réhabilitation.

Le développement d'activités économiques
• Un programme, crédité de 200 MF, aidera des projets sur des "créneaux d'avenir".
• Mesures fiscales ou d'allègement des charges sociales, pour favoriser les reprises d'entreprises, l'embauche de salariés, la pluriactivité et le renforcement des groupements d'employeurs.
• En matière agricole, seront encouragés l'extensification, les pratiques préservant l'environnement, le boisement de terres agricoles ou encore l'agriculture biologique.
• Le tourisme fera aussi l'objet d'une série de mesures : formation, sélection d'opérations exemplaires, promotion nationale du tourisme vert...

L'impulsion de dynamiques locales
• La dotation de développement rural, s'appuyant sur les petites villes et bourgs centres, est instituée.
• 50 sous-préfets se voient confier une mission de "développeurs" et une enveloppe de 400.000 F.

L'accessibilité des espaces
Réaffirmation de l'échéance de 1996, pour la mise aux normes autoroutières des RN 9 et 20.

Un programme de travail
Consultations à haute dose, avec tous les acteurs du monde rural. Des assises de l'espace rural auront lieu au printemps 1992, tandis que le CNAT (Conseil national à l'aménagement du territoire), la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale) et les groupes de travail du GEM espace rural (Groupe d'études et de mobilisation) sont appelés à phosphorer pour faire des propositions au gouvernement dans les prochains mois. ■

NOUVEAU VISAGE POUR L'ONU

la paix, bien sûr, et le développement

Dans le nouvel ordre mondial, l'élection de Boutros-Ghali, sonne-t-elle l'heure d'un nouveau rôle pour l'Organisation des Nations Unies ? Réponses d'Antoine Blanca.

L'ONU est-elle à un tournant ?
Antoine Blanca, directeur général des Nations Unies au développement et à la coopération économique internationale. La guerre du Golfe a été, de fait, un tournant, ou plutôt une révélation pour l'avenir des Nations Unies. Elle a tout d'abord marqué la fin de la guerre froide et l'apparition d'une sorte de consensus entre les grandes puissances. La guerre a démontré en outre que l'ONU était indispensable sur le plan de l'aide humanitaire et des secours d'urgence.



Certains en ont conclu qu'il fallait restructurer en profondeur le secrétariat, de manière à mieux répondre aux exigences de la nouvelle donne mondiale. D'autres ont insisté sur le fait qu'une telle restructuration n'avait de sens que si des moyens accrus étaient donnés à l'organisation. En tout état de cause, une réorganisation du secrétariat, voire du système onusien, est largement dépendante, aux termes mêmes de la charte, de la conception que s'en fait le secrétaire général. Plusieurs projets circulent. Le nouvel élu devra décider ce qu'il en fera, la charte des Nations Unies donnant au secrétaire général des pouvoirs presque discrétionnaires pour administrer l'organisation.

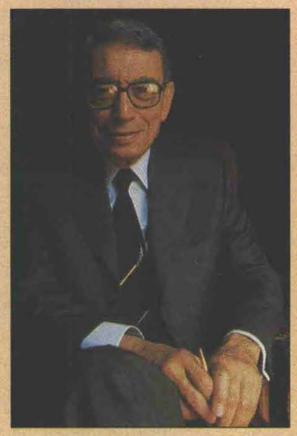
A quelles autres difficultés l'ONU est-elle confrontée ?
Les dettes des Etats membres à l'égard de l'ONU restent très élevées -de 700 millions à un milliard de dollars-, les Etats-Unis étant de très loin le plus grand débiteur. En outre, la question des aides d'urgence ne doit pas masquer la vocation du système à affronter celle du développement. Sur ce point, deux écoles s'affrontent. Certains membres du groupe des Sept pensent que les problèmes économiques et sociaux à l'échelle mondiale sont essentiellement l'affaire de la Banque mondiale et du FMI. Et qu'une issue favorable de "l'Uruguay round" représente une contribution significative pour le développement.
D'autres estiment que si, sur le plan technique, les institutions mises en place par les accords de Bretton Woods sont, certes, indispensables, une politique globale du développement ne peut être vraiment équilibrée qu'au travers de la seule organisation universelle qu'est l'ONU. Les difficultés de l'ampleur de celles que connaît notamment le continent africain, par exemple, ne peuvent être laissées entre les mains de technocrates, aussi brillants et dévoués soient-ils. Ce sentiment a guidé l'action de Javier Perez de Cuellar : le nouveau secrétaire général aura là aussi à maintenir l'équilibre entre les pays du Nord et ceux du Sud. Il est de par sa fonction même tout à la fois facteur de synthèse et de propositions.

L'ONU pourra-t-elle garantir, voire imposer la paix ?
La paix naîtra de l'équilibre. C'est le plus grand défi qui est posé pour l'avenir du monde, alors que le fossé se creuse, chaque jour, entre les hommes et les pays : dans 25 ans, demain, 90% des habitants de la terre vivront dans les pays sous-développés...
Dans six mois, la conférence sur l'environnement et le développement va réunir au Brésil des dizaines de milliers de participants. Elle posera la question centrale du lien entre environnement et développement. On y traitera ainsi de la préservation des forêts tropicales, mais aussi du réchauffement du climat, de l'avancée de la désertification, des migrations incontrôlées, de l'absence de politique démographique (on en parlera bien sûr en 1994, au cours de la conférence sur la population). Bref, il s'agira de savoir s'il existe à l'échelle mondiale une volonté politique pour prendre à bras-le-corps les drames du sous-développement et ceux de la grande pauvreté que connaissent aussi les pays industrialisés. Vaincre le mal-développement et le sous-développement, responsables de la mort de dizaines de milliers d'enfants chaque jour dans le monde, n'est-ce pas le grand dessein qui devrait mobiliser plus que jamais les énergies ? Comment prétendre qu'il n'y a plus de grands desseins pour une jeunesse généreuse ?

Propos recueillis par
Ghislaine Toutain

■ BOUTROS BOUTROS-GHALI ■
NOUVEAU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU

A la satisfaction quasi générale, et notamment à celle de la France, dont il était le candidat, et des socialistes français, Boutros Boutros-Ghali, vice-premier ministre égyptien, et vice-président de l'Internationale socialiste, vient d'être élu secrétaire général de l'ONU.
Agé de soixante-neuf ans, chrétien marié à une juive, ce juriste international de premier plan, à l'indépendance d'esprit reconnue, débuta sa carrière diplomatique en 1977. Il accompagna alors Anouar El Sadate à Jérusalem pour signer la paix avec les Israéliens lors des accords de Camp David dont il restera dans l'histoire comme l'un des principaux artisans. L'histoire lui donne d'une certaine façon à nouveau, l'occasion de poursuivre la mise en œuvre de la paix dans cette région du monde, alors que la conférence de Madrid vient d'entrer dans sa deuxième phase.



Sa nomination est un succès pour l'Afrique qui, candidate il y a dix ans, l'emporte enfin. Elle est un succès pour l'Egypte et le monde arabe, dont il a toujours défendu avec force les intérêts, même aux heures les plus difficiles. Elle est aussi un succès de la diplomatie française. Elle est un atout pour la francophonie (l'Egypte était présente au récent sommet de Paris).
Elle est une chance pour le développement, la solidarité, la paix dans le monde, ces valeurs auxquelles le nouveau secrétaire général est attaché, lui qui écrivait dans le numéro 100 de "Vendredi" (1), comparant les diplomaties égyptienne et française, "dans les deux approches, cet équilibre vise à promouvoir la démocratisation des relations internationales afin que les pays pauvres, les pays faibles, les peuples asservis puissent faire entendre leur voix, puissent participer à l'élaboration du nouvel ordre international, et contribuer à l'établissement de la "civilisation de l'universel" pour modeste que soit cette contribution." Quelle profession de foi pour le secrétaire général de l'ONU, devant qui s'ouvre une nouvelle page de l'histoire du monde !

G.T.

(1) 10 mai 1991.



▲ *Jusqu'où ira le pire ?*

YOUGOSLAVIE

l'Europe qui souffre et qui redoute

De semaine en semaine,
la guerre s'intensifie.
Les cessez-le-feu se succèdent,
aussitôt violés.
L'Europe assiste,
chaque jour plus impuissante,
au drame qui la menace.

Un drame qui pourrait toucher demain des républiques de l'ex-URSS, ou encore la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie où les revendications et les conflits ethniques se multiplient à partir des réalités historiques du début du siècle, gelées après la Seconde Guerre mondiale par la logique des blocs. Aujourd'hui,ces peuples sont renvoyés à leur seule "identité culturelle", sans qu'un système démocratique leur permette d'affirmer leur personnalité sans créer leur propre Etat.

Après Vukovar, Osijek est bombardé par l'armée yougoslave, qui a reçu le renfort de plus de deux mille réservistes. La situation est aujourd'hui si grave que la France a réitéré sa demande d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. Face à des belligérants aveuglés par leur passion, seule, désormais, une intervention extérieure peut, peut-être, stopper la barbarie en marche. Le président croate vient à son tour d'appeler la présence de casques bleus en Croatie le plus rapidement possible.

De son côté, le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, en ouvrant un corridor humanitaire dans le cadre d'une action franco-italienne sous l'égide de l'UNICEF, a permis l'évacuation de 3.500 personnes (des femmes et des enfants essentiellement) de Dubrovnik, cité meurtrie, brisée de douleur. L'ancien président de Médecins sans frontières a lancé un appel pour que des personnalités de renommée internationale se rendent dans la cité médiévale et crient leur indignation.

La balle est dans le camp de l'ONU, qui devra très rapidement se prononcer sur l'éventuel envoi de casques bleus.

Le "retour de l'histoire", s'il ouvre des perspectives positives, est aussi facteur d'incertitude et d'imprévisibilité. Tout est possible, le pire comme le meilleur. La guerre yougoslave en témoigne chaque jour.

P.A.



▲ *Shimon Peres a évité la scission entre les faucons et les colombes.*

■ AU CONGRES ■ DU PARTI TRAVAILLISTE ISRAELIEN SHIMON PERES, ARTISAN DU COMPROMIS

Se tenant en plein déroulement du processus de paix engagé à Madrid, le Ve congrès du Parti travailliste prenait une dimension particulière. Pour Gérard Fuchs, secrétaire national du PS aux Relations internationales, "c'est un congrès très positif. Il a permis au Parti travailliste de se démarquer clairement du Likoud par rapport à Madrid en réaffirmant le principe des territoires contre la paix, en évoquant pour la première fois les droits nationaux des Palestiniens et en faisant du gel des implantations une condition indispensable à la poursuite du processus. Shimon Peres sort renforcé de ce congrès animé. Il a été l'artisan du compromis en évitant la scission entre les deux courants qui s'opposent : le courant "colombe", très jeune, vivant, prêt à accepter l'idée d'un Etat palestinien et des contacts avec l'OLP et le courant "faucon", plus dur, autour d'Itzhak Rabin, réservé sur l'ampleur des concessions territoriales." Le congrès a aussi abordé les perspectives de l'économie israélienne à l'horizon de l'an 2000, la question du mariage civil et celle des rapports entre la religion et l'Etat.

Lionel Jospin, ministre français de l'Education nationale, a affirmé devant le congrès son amitié et celle de François Mitterrand à l'égard du Parti travailliste. Evoquant la conférence de Madrid, il a précisé que si "une autre méthode de discussion pouvait être retenue..." aujourd'hui, ce qui comptait, c'était que le dialogue ait lieu. Pour demain, ce qui importe, c'est l'espérence de grands résultats... Cela supposera, bien sûr, des concessions de part et d'autre et un esprit de compromis."

Il a évoqué les autres questions communes posées au mouvement socialiste (effondrement du communisme, économie dominée par l'idéologie du libéralisme et les mécanismes du capitalisme...) qui doit "trouver des réponses pour garder un avenir historique."

Gérard Fuchs a rencontré des Palestiniens participant à Madrid, notamment le maire de Bethléem et Hanane Achraoui. "Leur préoccupation, aujourd'hui, explique-t-il, "est que des conséquences visibles résultent, pour les Palestiniens des territoires occupés, du processus de paix. Les négociateurs risquent de ne pouvoir tenir leurs positions si les implantations, les arrestations et les destructions d'habitations se poursuivent en représailles, au mépris du respect des droits de l'homme."

G.T.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Les élections législatives belges dominées par les querelles linguistiques et l'immigration, ont marqué une forte poussée des écologistes en Wallonie et de l'extrême droite en Flandre, au détriment des grands partis traditionnels (notamment social-chrétien flamand et socialiste francophone). Si la coalition gouvernementale conserve la majorité, les résultats n'en constituent pas moins une autre preuve inquiétante de la montée de l'extrême droite un peu partout en Europe.

■ Le 4e sommet de la francophonie a réuni 50 délégations du monde entier. François Mitterrand l'a qualifié de conférence de l'élargissement et de la maturité. Les participants se félicitent "des progrès de la démocratie dans le monde", affirment son rapport avec le développement et se disent "convaincus qu'il appartient à chaque peuple de déterminer les voies les plus appropriées à l'affermissement de ses institutions démocratiques." La décision a été prise d'étendre au continent noir (une heure par jour dès 1992) la chaîne internationale d'expression française TV5.

■ Dans le cadre des négociations bilatérales qui devraient se dérouler, à partir du 4 décembre, à Washington, (Tel-Aviv préfèrerait le 8) les Etats-Unis proposent à Israël et aux Palestiniens d'élaborer un "modèle d'autonomie" pour les territoires occupés. Ni les USA, ni l'URSS, n'interviendraient sur le contenu des discussions. Mais ils proposeraient des thèmes de discussion sur des dossiers communs (l'eau, les phosphates, le tourisme...), notamment avec la Jordanie.

amélioration de l'habitat 1- les subventions

Plusieurs aides sont possibles pour le propriétaire (ou le locataire) qui souhaite entreprendre des travaux dans son appartement. Le montant des subventions dépend des travaux.

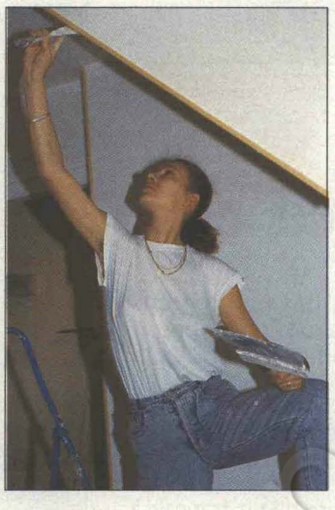
LES SUBVENTIONS DE L'ANAH

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat est un établissement public qui distribue des subventions pour réhabiliter des logements (de plus de quinze ans d'âge, selon une disposition toute récente de la loi de finances 1992) appartenant à des bailleurs privés.
Le propriétaire-bailleur peut obtenir une subvention à condition de louer l'appartement pendant 10 ans, de s'être acquitté de la taxe additionnelle au droit de bail, et de s'engager à la verser pendant la durée de la location du logement. Un locataire (avec l'accord du propriétaire) peut aussi faire une demande.
Les subventions sont accordées sans condition de ressources ni pour le propriétaire ni pour le locataire. Ne pas commencer les travaux avant le dépôt de la demande de subvention.
Les travaux doivent être achevés dans les deux ans.

Pour quels types de travaux ?
Amélioration du confort (création de WC intérieur, salle d'eau, chauffage central...) ou remise en état de l'immeuble.
Economie d'énergie, diagnostic thermique ou technique.
Accessibilité si le logement est occupé par un handicapé.

Montant de la subvention
Elle est calculée en pourcentage du montant des travaux subventionnables, dans la limite d'un plafond (variable selon le type d'opération effectuée).
Le taux peut varier de 25% à 75%, selon les cas.

Démarche
Les dossiers (avec devis, descriptifs et plans) doivent être déposés auprès de la direction départementale de l'Equipement du lieu où est situé le logement.
Pour en savoir plus :
DDE de chaque département, ou ANAH, 17 rue de la Paix, 75002 Paris.



LA PRIME A L'AMELIORATION DE L'HABITAT (PAH)

Elle s'adresse aux propriétaires occupants. L'ensemble des ressources des personnes occupant le logement ne doit pas dépasser 70% des plafonds fixés pour l'obtention d'un prêt d'accession à la propriété (PAP). Par exemple, les revenus nets de demandeurs résidant en Ile-de-France ne devront pas dépasser 49.949 F pour une personne seule et 102.794 F pour une famille de quatre personnes (1).
Le préfet peut accorder des dérogations, dans la limite de 100% des plafonds PAP, lorsque les travaux ont pour but d'aménager le logement pour un handicapé.
• L'entrée dans les lieux de l'occupant doit intervenir au plus tard un an après le versement du solde de la prime. Tout changement d'occupation des logements primés doit être déclaré.
• Les logements doivent avoir plus de vingt ans.
• Donnent droit à la prime :
- les travaux destinés à améliorer la sécurité, la salubrité, le confort et l'équipement ;
- les travaux pour les économies d'énergie ;
- les travaux d'accessibilité.
Ils ne doivent pas commencer avant la décision d'octroi de la prime.

Montant de la prime
Elle est égale à 20% du coût des travaux dans la limite d'un plafond de 14.000 F si les travaux concernent la sécurité, l'équipement ou les économies d'énergie. Le taux est de 25% si les travaux sont réalisés dans le cadre d'une opération programmée de l'habitat (OPAH), et le plafond est de 17.500 F. Le taux est à 35% si les ressources du demandeur sont inférieures à 50% des plafonds PAP, le plafond est de 24.500 F. Pour des travaux d'accessibilité, la prime est égale à 50% du coût des dépenses dans un plafond de 14 .000 F.

Démarche
Le demandeur dépose son dossier à la direction départementale de l'Equipement.

LES AUTRES AIDES

• Subvention pour la suppression de l'habitat insalubre, pour les propriétaires-bailleurs. S'adresser à la DDE.
• Aide pour le diagnostic thermique, pour les propriétaires-bailleurs ou occupants. S'adresser à l'ANAH ou à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), 27 rue Louis-Vicat, 75017 Paris.
• Aides de l'EDF, pour les abonnés qui effectuent des travaux économisant l'énergie. S'adresser à l'agence commerciale EDF.
• Aides du GDF, pour les abonnés dont l'installation de chauffage doit être modifiée. S'adresser à l'agence commerciale GDF.

Chrystie Lipani

(1) Pour en savoir plus, s'adresser aux Associations départementales d'information sur le logement (ADIL).

La semaine prochaine :
2- les avantages fiscaux.

... EN BREF...

■ **Une pièce de 20 F sera émise dès le second semestre de 1992. Bicolore, elle sera plus grosse que celle de 10 F.**

■ Les accédants à la propriété pourront désormais bénéficier d'un prêt conventionné (9 à 11%) pour l'achat d'un logement ancien sans travaux.
Ce prêt n'était possible jusqu'ici que pour l'achat d'un logement neuf ou ancien avec travaux.

■ **Quatre nouvelles ADIL (associations départementales pour l'information sur le logement) ouvriront prochainement au public, dans la Somme, le Loir-et-Cher, les Hauts-de-Seine, et le Rhône.**

■ Le parcours du futur propriétaire dans un guide publié par les ADIL : construction d'une maison, achat d'un logement existant ou sur plan. Il est diffusé gratuitement.

■ **Le paiement mensuel de la taxe d'habitation sera généralisé à tout le territoire à partir du 1er janvier 1992. Mais il reste une possibilité et non pas une obligation pour le contribuable.**

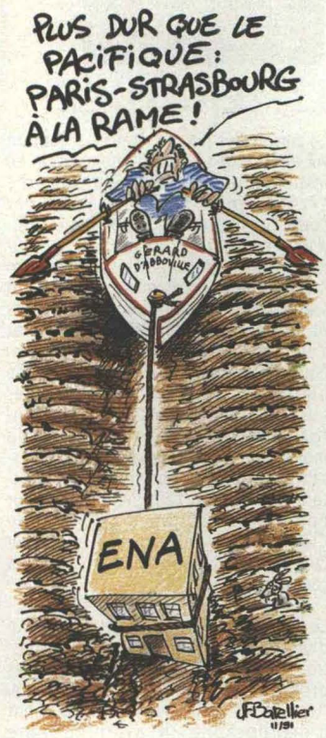
■ Surendettement. 147.963 dossiers ont été enregistrés au 1er/11/1991 par les commissions départementales. Pour 44.000 seulement, une solution à l'amiable a été trouvée. Roger Léron, député de la Drôme, dans un rapport au premier ministre sur la loi sur le surendettement, préconise la création d'un fichier recensant l'ensemble des crédits des particuliers.

■ **A la direction de l'INC (Institut national de la consommation), Jean-Paul Olivier devrait remplacer Marie-Hélène Dos Reis.**

■ Certains jouets, mal utilisés, peuvent devenir dangereux. Pour minimiser les risques, la Communauté européenne publie "Des jouets moins innocents que les enfants". Guide disponible à la Commission de la CEE, 200 rue de la Loi, 1049 Bruxelles.

■ **Prévenir les maladies professionnelles, c'est l'objectif de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) qui mène actuellement une campagne de sensibilisation des salariés au contact des quelque 8.000 substances chimiques répertoriées et jugées dangereures. La CNAMTS insiste sur la lecture des étiquettes des produits. Cette campagne s'adresse aux PME-PMI. Elle est relayée par les caisses régionales.**

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

19 novembre
Bonne nouvelle en provenance de Moscou : le retour d'Edouard Chevardnadzé à la tête de la diplomatie soviétique. Certes, on peut se demander ce que représente encore le ministère des Affaires étrangères dont il avait démissionné il y a près d'un an avec fracas. Dans le flou qui préside actuellement aux relations entre les républiques et ce qu'il est convenu d'appeler le "centre", on mesure mal les pouvoirs d'un organisme réduit plus ou moins à un rôle de coordination. Mais en reprenant une place éminente aux côtés de son ami Mikhaïl Gorbatchev, dont une sérieuse divergence d'analyse l'avait éloigné ces derniers mois, il lui rend le plus grand service. Par la stature internationale qu'il a acquise, par les amitiés personnelles qu'il a su se créer, Chevardnadzé est sans doute le seul capable de faire exister l'ex-Union Soviétique sur la scène internationale.

22 novembre
Autre bonne nouvelle : l'élection par le Conseil de sécurité de l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali à la succession de Javier Perez de Cuellar comme secrétaire général des Nations Unies. Pour le connaître depuis vingt-cinq ans et l'avoir rencontré à chacun de mes séjours en Egypte -l'an dernier, encore, avec François Mitterrand à Alexandrie- je sais combien est justifié le concert de louanges qui, dans le monde entier, accompagne sa désignation. Pour les futures négociations israélo-palestiniennes, la présence à la tête des Nations Unies de cet homme de dialogue ne peut qu'avoir une influence favorable.

23 novembre
Depuis qu'il a quitté la gauche pour rejoindre "Le Figaro" d'Hersant, Franz-Olivier Giesbert s'est spécialisé dans le rôle de donneur de leçons aux socialistes. Dans son éditorial de ce matin, il dénonce la politique économique de Pierre Bérégovoy en ajoutant que "tout le monde s'attend maintenant au pire" et que "la France est en train de s'asphyxier à petit feu". Pourtant, dans les pages économiques du même numéro, un autre journaliste, commentant les dernières statistiques de l'INSEE, écrit que les résultats d'ensemble de l'activité économique du printemps et de l'été "apparaissent relativement rassurants". De cela Giesbert n'a cure, son seul souci étant de servir ses nouveaux maîtres à penser.

24 novembre
Tout a été dit sur l'ignominie que représentent les cinquante propositions du Front national sur l'immigration qui s'inscrivent dans la droite ligne de la "révolution nationale" de Pétain. L'initiative de Bruno Mégret a au moins le mérite de la clarté et va peut-être ouvrir les yeux d'une partie de ceux qui se déclarent proches -un récent sondage affirmait qu'ils étaient 38%- des idées de Le Pen. J'apprécie ce soir la netteté avec laquelle le chanteur Patrick Bruel dénonce le Front national et ceux qui font preuve de complaisance envers lui. Puissent les millions de jeunes qui achètent ses disques ou viennent applaudir ce garçon sympathique être sensibles à sa prise de position !

25 novembre
L'Europe impuissante ? Oui, certes ! Mais comment mettre un terme à ce drame yougoslave, à ces combats que se livrent des forcenés -le mot est de Bernard Kouchner- que la haine et la soif de vengeance rendent insensibles à tout appel à la raison ? Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire sait de quoi il parle. Les dix jours qu'il vient de passer à Dubrovnik ne l'ont pas rendu optimiste, même s'il a réussi, avec quelques autres, à faire évacuer plusieurs centaines de civils fuyant cette folie sanguinaire. L'ONU, qui semble vouloir prendre les choses en mains, réussira-t-elle mieux que la CEE ? On voudrait l'espérer. Il y a urgence !

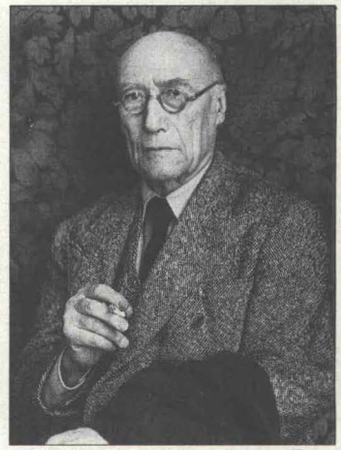
VIRGIL TANASE

Richesse et pauvreté sont-elles innées ?

Auteur déjà d'une biographie de Saint-Exupéry et de plusieurs romans, Eric Deschodt va peut-être vite en besogne en affirmant, dans son dernier ouvrage : *"Gide, le contemporain capital" (1)*, que celui-ci fut "toute sa vie un rentier, l'un des derniers de nos lettres". C'est sans compter avec Jean-Edern Hallier qui réclame le même statut dans *"Le Dandy de grand chemin" (2)*, recueil de conversations avec Jean-Louis Remilleux. Pour Jean-Edern Hallier, le luxe, c'est la dernière forme qui nous reste pour contester cette "société sans âme". La subversion "par le haut", l'anarchie dorée a, au moins, le mérite d'être une démarche qui n'est pas à la portée de tout le monde.

L'anarchie dorée a, au moins, le mérite d'être une démarche qui n'est pas à la portée de tout le monde.

L'ennui, avec Jean-Edern Hallier, c'est qu'il a une espèce de génie de l'invraisemblable. Ce qu'il raconte est toujours peu crédible ; cela par simple technique littéraire, sans aucun rapport avec le réel. Somme toute, cela n'a pas très grande importance, du point de vue qui est le mien. Il se dessine, au fil des pages, un pathos très particulier, une espèce de désespérance qui me touche, une volonté d'anéantissement qui finit par produire son effet. Les confidences (vraies ou fausses) de Jean-Edern Hallier ont ceci d'authentique : l'auteur s'arrose d'essence et se met le feu dans un monde où même les flammes sont factices. Il retrouve André Gide dans ce curieux mélange d'écriture et de vie : "La première place qui, dans les lettres, fut celle de Gide pendant une trentaine d'années, écrit Erich Deschodt, a davantage tenu à sa personne qu'à son œuvre, à une passion sans rivale de la littérature, qui lui fit toute sa vie lire et tout comprendre, confondre et fondre sans relâche sa vie et ses livres, le monde et les livres." Dans sa reconstitution minutieuse d'une vie effectivement fascinante, Eric Deschodt s'appuie autant sur le "Journal" de Gide que, surtout, sur une correspondance extrêmement abondante, où il sait trouver les lignes directrices d'une existence sans pareille : "Chaque artiste, écrivait Gide à sa mère, n'est-il pas forcément une exception à toutes les règles ? Un cas unique et qui ne se retrouve plus ?"
Il le fut, lui, Gide, et Eric Deschodt surprend ce qu'il y avait de tellement attachant dans la personnalité de ce "contemporain capital", maître à penser de plusieurs générations en train de se libérer par le culte des idées, de l'intelligence : "L'imagination lui manquait souvent, note avec justesse Eric Deschodt, le raisonnement jamais."
Il serait inconvenant de ne pas profiter de cette biographie d'un des fondateurs de la NRF pour rappeler les six cents pages des *"Lettres de Louis-Ferdinand Céline à la NRF, 1931-1961" (3)*. Un anarchiste encore, mais de l'autre bord, un miséreux toujours en marge d'une société qu'il vomit sous toutes ses formes. A considérer sa correspondance avec, principalement, Gaston Gallimard, Jean Paulhan ou Roger Nimier, on arrive à mieux cerner la personnalité (combien controversée !) d'un esprit tellement dégoûté du monde que tout lui est prétexte pour le dire. Le style est caustique, l'écriture mordante, les phrases les plus banales explosives. Pour preuve, tirée au hasard entre mille citations possibles, la bonne façon de demander des sous à son éditeur :



André Gide. L'imagination lui manquait souvent, le raisonnement jamais.

"...Ce que vous me racontez, que je vous dois ceci... cela ! On me raconte à moi que vous gagnez net tous impôts payés, rien qu'avec la NRF, 81 millions par an... sans en foutre un coup !... Que par ailleurs, vous êtes milliardaire, sans en foutre un coup !... Cela est loin de m'indigner... ce qui m'agace, ce sont vos chichis..., je ne vous demande que du sous-salaire de sous-femme de ménage... A vous, bandit ! A mercredi..."
A croire que le milliardaire et le pauvre sont moins des classes sociales que des espèces naturelles. Après l'échec de la révolution, mettons nos espoirs dans la mutation.

1. Perrin, 335 p., 145 F.
2. Michel Lafon, 222 p., 118 F.
3. Gallimard, 620 p., 250 F.

LA FIN DE L'ANNEE MOZART

de la révolte à la fraternité

Le 5 décembre 1791, à minuit cinquante-cinq, mourait Mozart. Il avait 35 ans.

Le 5 décembre 1991, prendra fin l'année Mozart qui a marqué le deuxième centenaire de sa mort. Concerts, opéras, expositions, conférences se sont comptés par plusieurs milliers, rien qu'en France. Ce succès a été profondément populaire : un éditeur de disques (Philips) aura vendu, pendant l'année, plus de sept millions de disques compacts de Mozart à travers le monde. "Comme l'écrivait le pianiste Edwin Fischer, chacun ressent que Mozart est une pierre de touche pour le cœur ; il nous protège contre toute maladie du goût, de l'esprit et des sentiments." Mozart incarne le comble de l'art, en faisant oublier son art : pas de tours de force ni de tapage, mais une ingéniosité inépuisable pour atteindre à chaque fois la plus grande pureté artistique.

625 œuvres au total. Si un copiste travaillant toute la journée devait recopier l'œuvre de Mozart, il lui faudrait trente années de travail continu. Comment faisait donc Mozart à composer plus vite qu'un copiste à copier ? Littéralement, les partitions sortaient toutes écrites sous sa main. On a souvent raconté la composition de la 36e symphonie, écrite en trois jours, emportée chaque fois que Mozart arrivait en bas d'une page par les copistes pour établir en toute hâte les partitions des musiciens de l'orchestre. Sans que, du coup, Wolfgang puisse se reporter à ce qu'il avait précédemment écrit et se relire !

Le 30 septembre -deux mois avant la fin- eut lieu la première de "La Flûte enchantée", dans un théâtre populaire de Vienne. Le public du théâtre Auf Der Wieden venait au théâtre comme, il n'y a pas si longtemps, on allait au cinéma, le samedi soir. La plupart des spectateurs ne connaissaient même pas le nom de Mozart, mais venaient voir et entendre un singspiel -sorte de comédie musicale de l'époque. Mozart, malade, angoissé, était dans l'orchestre. Ce fut un triomphe, sa dernière joie. Rien qu'en octobre, la "Flûte" fut donnée 24 fois... Le 7, Wolfgang écrit à sa femme Constance, qui est aux eaux à Baden. Il lui dit les applaudissements, les bis. "Mais ce qui me réjouit le plus, précise-t-il, c'est le succès qui s'affirme par le silence."

Il écrira encore le concerto pour clarinette, près de la moitié du "Requiem" et, tout à la fin, la cantate maçonnique intitulée "L'Eloge de l'amitié", sa dernière œuvre. C'est, relève Brigitte Massin, sur cette note humaine, fraternelle, que se clôt la carrière du musicien, dont toute l'œuvre adulte est commandée par le passage de la révolte individuelle à la communication fraternelle des hommes.

J.G.

A2 et FR3 uniront leurs programmes pour une "nuit Mozart" du 4 au 5/12 à partir de 23 h 40.
Le programme musical débutera par le "Requiem" dont la dernière note devrait tomber, à minuit cinquante-cinq.

CINEMA

"Paris s'éveille"

Jean-Pierre Léaud est de retour. Avec ce ton inimitable, mi-lunaire, mi-hystérique, tel qu'on l'a connu dans les films de Truffaut.
Adrien (Thomas Langman) a dix-neuf ans. Après quatre ans d'absence, il retrouve Clément (Jean-Pierre Léaud), son père divorcé, qui vit avec Louise (Judith Godrèche), dix-neuf ans également. Le personnage le plus fort, c'est Adrien. Plus fort que son père, marié trop jeune pour assumer sa paternité, et pas encore vraiment adulte.
Entre les deux, Louise. Un rôle différent pour la Judith Godrèche de "La Fille de quinze ans" et de "La Désenchantée". L'adolescente a fait place à une jeune coiffeuse de banlieue un peu délurée, qui fait des photos porno en cachette, vaguement droguée et très extériorisée. Elle sait qu'elle vaut mieux que ce qu'elle a et veut "s'en sortir". Parce qu'elle partage avec lui la jeunesse, ce moment où tout est possible, c'est Adrien qu'elle va choisir. Elle désire simplement être heureuse, mais c'est là que les difficultés commencent.
Avec ses yeux immenses, Thomas Langman est touchant de sincérité dans ce rôle de jeune homme ombrageux en cavale. Description très "années 90" d'une certaine jeunesse, du temps qui passe, des couples qui se font et se défont.
Paris, qu'Olivier Assayas avait aussi envie de raconter, est le quatrième personnage du film. On déambule des beaux quartiers aux squatts, mais surtout de Barbès à Clichy, du côté de la Goutte d'Or (c'était le premier titre choisi), dont le pittoresque disparaît à vue d'œil sous les pelleteuses de la mairie de Paris. Ce film, un jour, aura une valeur historique.

C.P.



▼ *Judith Godrèche et Jean-Pierre Léaud.*



TV

LITTERATURE

La saison des prix littéraires a conduit A2 à montrer un peu d'imagination en inscrivant pour la soirée de dimanche "Prête-moi ta plume", réalisé par Louis Grospierre. F.-O. Rousseau, estimable écrivain qui vit sur une île pour ne pas être corrompu par la pollution intellectuelle parisienne, a signé un scénario et des dialogues où les clichés et les lieux communs s'accumulent et s'empilent avec une sinistre frénésie. Peut-on présenter une telle suite de platitudes, montrer des caractères aussi mal dessinés ? Au bal des fantoches Rousseau est le roi de la musette. Jacques Debary en commissaire Cabrol et Marc Eyraud en inspecteur Ménardeau tentent de tirer leur épingle du jeu. Mais que dire de Clémentine Amouroux, Geneviève Omini, Henri Courseaux et de leurs camarades ?

Le sourire de Bernard Pivot reste celui d'un honnête homme, rien du carnassier ni du faux prophète. Il vend des produits sains : des livres, des mots. Aussi, pour sa finale du championnat d'orthographe, il avait mitonné comme un grand chef un plat fleuri où les meilleurs se perdirent. Le rédacteur en chef de "Lire", samedi, eut, pour beaucoup, le sourire du bourreau.

FR3 a affiché "Mon frère, Jacques" à une heure indécente... On peut veiller pour Jacques Prévert, pour le retrouver dans ses jongleries verbales, lançant des feux d'artifice en mâchouillant son mégot. Et puis, en prime, des conversations avec Gabin se souvenant des rôles où il n'était pas encore PDG, ni patriarche vénéré, mais jeune premier gouailleur.

Sympathique et chaleureuse Marlène Jobert, héroïne avec Jean-Claude Brialy de "C'est quoi ce petit boulot ?", réalisé par Michel Berny. Nicole de Buron a tiré une adaptation très Nicole de Buron de son bouquin relatant les aventures d'une famille bourgeoise frappée par un contrôle fiscal et le bac d'une cadette qui rappelle beaucoup de filles cadettes. Quatre épisodes sont prévus. On a connu pire sur A2...

L'excellent se trouve avec Guyla Gazdag qui, dans "Chroniques hongroises 1945-1989" (FR3-La Sept), offre avec des portraits témoignages une compréhension sensible et juste de ce que fut cette démocratie "populaire" pendant les années de stalino-marxisme. Ainsi, on écoute une femme évoquer la mort de son mari, officier, ne supportant pas les nouveaux temps. Ils étaient heureux, militants responsables actifs, avant que le vent vif venu d'ailleurs ne bouleverse leurs certitudes. Ces chroniques évitant le prêt-à-penser méritent une prochaine rediffusion.

Quel dommage que les remarquables et pertinents "Ecrire contre l'oubli" ne soient pas mieux strictement programmés. A2 et la 5 auraient-elles honte de ces brefs chefs-d'œuvre ?

P.Y.

AU MUSEE D'ART MODERNE

Alberto Giacometti

Quelle réussite ! Près d'un quart de siècle après la rétrospective organisée à l'Orangerie des Tuileries, le musée d'Art moderne de la ville de Paris, sous l'impulsion de Suzanne Page, propose une remarquable et pertinente exposition consacrée à Alberto Giacometti. On le suit à travers sculptures, dessins, peintures, avec l'accompagnement de ses amis, de ceux qui ont su l'écouter, le comprendre, le photographier. De Stampa (Suisse) à son installation dans son étonnant atelier de la rue Hippolyte-Maindron (Paris XVIe) on saisit l'évolution de la pensée et de l'art giacomettien. Dans la légende tragico-dorée des "Montparnos" des années 20, quand le milieu artistique glissait de Montmartre (avec le mythique Bateau-Lavoir de Picasso) à Montparnasse, Giacometti n'était pas le dernier à jouer sa partition. Il interprétait, alors, la figure humaine tout en fréquentant les surréalistes d'André Breton. Puis, retour au réel avec des œuvres qu'il installe sur de gros socles "Petit Buste", "Petit Homme", "Figurine".

D'Alberto Giacometti, on a surtout retenu ces personnages longs, infinis, gigantesques, fendant l'espace, se jouant du temps, ignorant les pesanteurs. Corps cherchant à voir ailleurs, au-delà des apparences. Matière maîtrisée, épurée, jamais desséchée ni indifférente. Lucidité impitoyable de l'artiste qui poursuit dans la solitude une quête infinie. "Les Places" ne seraient-elles pas le symbole d'une fin de siècle où nul ne veut se voir, où chacun, trop souvent, refuse d'écouter l'autre ? On marche enfermé dans sa carapace.

▼ *"Portrait de Jean Genet", 1955.*





▲ *"L'objet invisible", 1934-1935.*

Et si Giacometti aidait à l'ouvrir ? Invitait, enfin, au dialogue et au débat ? Son inquiétude ne serait-elle pas féconde pour mieux mesurer la fragilité et la force de l'être ? Giacometti, quelque part, est notre frère.

P.Y.

Musée d'Art moderne de la ville de Paris, 11 avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. → 15 mars 92. Sauf lundis et jours fériés, de 10 h à 17 h 30. En marge de l'exposition, la librairie Maeght (12 rue Saint-Merri, 75004 Paris) expose gravures et lithographies d'Alberto Giacometti (→15/12/1991).

PAS-DE-CALAIS

sport et lecture

Depuis deux ans, le Pas-de-Calais se définit lui-même comme "un département vraiment livre". Et de nombreuses actions en faveur du livre ont été menées. Pour la lecture et pour lutter contre l'exclusion.

Du 5 au 8 décembre, nouvel objectif : imposer l'idée que le sport et la lecture sont des activités complémentaires et nécessaires à l'évolution et à l'équilibre de l'homme. D'où le Salon européen du livre de sport et d'aventure (Selsa).

Le stade couvert de Liévin -la plus grande salle du Nord de la France- sera divisé en deux parts égales : expositions de livres (écrivains, bibliothèques, éditeurs, animations) et exhibitions sportives (épreuves, démonstrations, animations, films, rencontres).

J.G.

DES ROMANS POLICIERS

***"La Morte à la fenêtre"**, par Alexandre Terrel (Club des Masques, n° 612). Situation délicate avec cette morte, mais l'humour l'emporte.*

***"Et Rodriguez, alors ?"**, par Bill Albert (Série noire n° 2281). La révolution et la contre-révolution au Pérou, ce n'est pas de la tarte. Une certaine vision de l'actualité.*



***"Tout fout le camp !"**, par Dan Kavanagh (Polar Sud). Oui, même dans le royaume d'Elisabeth II, on trouve un cadavre dans une bibliothèque. La suite en 344 pages.*

***"Le Bourreau prend la pose"**, par Peter Lovesey (Club des Masques, n° 610). On ne se méfiera jamais assez des séances de spiritisme, même sous surveillance scientifique.*

***"Le Serpent à pétrole"**, par Les Roberts (Série noire n° 2285). Rencontrer un cobra est une situation gênante, même pour Saxon, plus privé que nature.*

***"Cassez par la cassette"**, par Albert Dibartolomeo (Série noire n° 2286). Refusez, toujours, d'enregistrer les confidences d'un mafioso, car cela intéresse trop de vilains messieurs.*

***"Le Chercheur d'or dort"**, par Douglas Mc Briarty (Série noire n° 2284). Un excellent titre pour une histoire où les cadavres se ramassent, comme les feuilles mortes, à la pelle.*

***"Le Fin mot de l'histoire"**, par James Hadley Chase (Folio, n° 2306). Un chef-d'œuvre.*

P.Y.

... EN BREF...

■ **Erato, éditeur français de disques classiques, devrait passer prochainement aux mains du groupe américain Time-Warner. Aucune solution française n'a été trouvée au rachat de la firme déficitaire (3% du marché européen et 8% du marché français).**

■ Le Béjart Ballet Lausanne revient à Paris, pour la deuxième fois cette saison. Maurice Béjart présentera "Pyramide", sur des musiques traditionnelles islamiques. Palais des Congrès, du 25 janvier au 1er mars 1992.

■ **L'expérience philharmonique de Ferré dans les années 70 ne fut pas, paraît-il, très probante de la part du grand Léo. L'anar monégasque tente à nouveau l'expérience d'orchestrer ses chansons avec l'Orchestre philharmonique de Lorraine. Marseille, th. Toursky, 7-8/12.**

■ Pour quatre jours, Eysines (près de Bordeaux) deviendra la cité des femmes. Egéries de ce IIIe festival "Féminin pluriel", les chanteuses Houria Aïchi et Giovanna Marini, l'écrivain Fatima Gallaire, les photographes Gisèle Freund et Marie-Paule Nègre, la dessinatrice Annie Goetzinger et un hommage à Louise Brooks ("Lulu", "Le Journal d'une fille perdue") seront les points forts de ce festival des femmes. ☎ 56.79.21.33

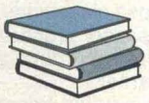
■ **Le court métrage est le meilleur moyen d'aider les jeunes réalisateurs. "La Fête du court 91" présentera des films récents ou inédits et des premières œuvres de réalisateurs confirmés. 6/12, de minuit à l'aube, cinéma Max-Linder, Paris IXe. ☎ 48.24.88.88**

■ Hommage au Studio Harcourt -célèbre studio photographique- qui fut, pour beaucoup de célébrités, le passage obligé vers la postérité. 200 portraits exposés, au Palais de Tokyo (20/11→1/3/1992).

■ **Le vidéo-café-ciné-concert, vous connaissez ? "Le Passage du Nord-Ouest" propose la projection de films et un café-concert le soir. 3 rue du Faubourg-Montmartre, Paris. ☎ 47.70.81.47**

■ Le Futuroscope de Poitiers a reçu un million de spectateurs. Ce procédé de projection à 360°, unique en France, comporte neuf projecteurs dans une salle circulaire.

post-scriptum



AGOTA KRISTOF
"Le Troisième Mensonge"



Le savoir-faire d'Agota Kristof a peu d'équivalents. Des fragments d'une histoire interrompus par d'autres, repris, parfois là où on les avait laissés, parfois avec un chevauchement dans le temps, toujours un peu disloqués par un changement de narrateur, ou de propos, ou d'humeur. Jusqu'à ce que tout s'agence, impeccablement.
"Le Troisième Mensonge" prolonge "Le Grand Cahier" et "La Preuve", que la romancière hongroise avait écrits avant l'appel d'air libérateur qu'a connu l'Europe centrale. Pas plus qu'Agota Kristof n'atteint la vérité, son héros ne parvient à écrire. Le ferait-il que ce ne serait qu'un mensonge de plus. Car "un livre, si triste soit-il, ne peut être aussi triste qu'une vie."
Seuil, 194 p., 85 F.

PAUL VERLAINE
"Choix de poésies"



L'infini plaisir. Relire Verlaine dans ce "choix de poésies" qu'il avait lui-même établi et qui fut édité, il y a juste cent ans, l'année de la mort de Rimbaud. On se rappelle l'injonction d'André Breton : "Lisez Rimbaud, ne lisez pas Verlaine". On ne l'a pas écouté.
"Voici des fruits, des fleurs, des feuilles et des branches,/ Et puis voici mon cœur, qui ne bat que pour vous./ Ne le déchirez pas avec vos deux mains blanches,/ Et qu'à vos yeux si beaux l'humble présent soit doux (...).
Grasset, Cahiers rouges, 366 p., 60 F.

GUY BECHTEL, JEAN-CLAUDE CARRIERE
"Dictionnaire de la bêtise et livre des bizarres."



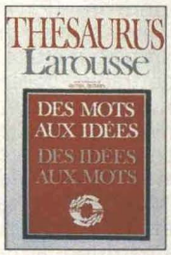
Ce gros volume de la collection "Bouquins" n'épuise pas le sujet, réputé pour être sans limite. Ce florilège démontre que la bêtise n'épargne à peu près personne. Balzac, Molière, Proudhon y tiennent convenablement leur place.
Ils n'arrivent évidemment pas à la cheville d'Ernest Legouvé ("...les paysans (...) leur cœur ressemble à leur intelligence, il ne va pas au-delà de l'enseignement primaire"), ni de l'abbé Besson ("il fut un temps où les petits, les pauvres, avaient leur part ici-bas : c'était l'espérance de l'autre vie"), ni de von Berhardi ("C'est une question d'humanité de faire la guerre atroce, pour qu'elle finisse plus vite." 1914). Quant aux bizarreries, elles dépassent la description et l'imaginable.
Laffont, Bouquins, 798 p., 130 F.

Chansons de corps de garde



Les textes y sont : c'est bien. La musique est jointe : c'est mieux. Elles sont illustrées : ce petit livre bleu n'est pas à mettre entre toutes les mains.
C'est fou, le monde que l'on connaît et que l'on retrouve : les filles de La Rochelle, les trois orfèvres, le père Dupanloup la petite Charlotte... Il est vrai que ceux-là sont les plus fréquentables. On se doit de faire la connaissance des autres, au titre de la défense de la chanson française. Et vivent les aviatrices, ma mère !
Romillat, 194 p., 95 F (ou 14 écus).

"Thésaurus"



Les anglophones utilisent beaucoup "Thesaurus". Son auteur, Peter Mark Roget, consacra douze ans à la mise au point de son "Thésaurus des mots et des locutions anglais, classés et mis en ordre pour faciliter l'expression des idées et aider à la composition littéraire". Tout est dit.
Voici sa transposition française. Toute la langue ordonnée en 873 articles : comme dans une gare de triage, un faisceau d'aiguillages. Chaque article se divise en ramifications, parfois plusieurs dizaines. Boîte à mots. Thesaurus sera souvent une boîte à idées. 515 (!) pages d'index.
Larousse, 1.148 p., 300 F.



Mozart-Beethoven : quintettes



A 13 ans d'intervalle, Mozart et Beethoven ont écrit chacun un quintette pour la même formation : piano, hautbois, clarinette, cor et basson. Même tonalité en mi bémol majeur, même découpage en trois mouvements. Mozart en était si satisfait qu'il écrivit à son père : "J'estime que c'est la plus belle œuvre que j'ai composée". Beethoven, lui, connaissait très bien le quintette de Mozart, dont il avait souvent tenu la partie de piano.
Belle interprétation des musiciens de l'Ensemble à vent de Budapest et du quatuor Keller, avec Zoltan Kocsis au piano. Rythme, couleur et juste ce qu'il faut d'épanchement.
Quintana, 903020, 67'21", env. 120 F.

AUBER
"Manon Lescaut"



Le grand opéra français, celui du XIXe siècle, très ouvragé, parfois emphatique, d'un romantisme un peu suranné, possède de réelles qualités musicales. Le public américain est friand de ces opéras de Meyerbeer, Donizetti, Auber qui ne sont pratiquement plus jamais présentés chez nous.
Le Théâtre français de la musique se propose de ressusciter ce répertoire. Voici l'enregistrement du spectacle donné, il y a un an, à l'Opéra-Comique. Cette "Manon Lescaut", qui précède de 35 ans celle de Puccini, en est aux antipodes. Ici, Manon est une grisette enjouée. Toute l'œuvre est construite autour du rôle titre, célèbre pour ses redoutables vocalises. Elisabeth Vidal, s'en joue avec brio. Beau travail de Patrick Fournillier à la tête de l'Orchestre de Picardie. Pour la découverte.
Chant du Monde, 2 CD, 2781054, 2 h 32', 230 F.

EDDY MITCHELL
"Au Casino de Paris"



Comment expliquer la tendresse du public pour cet ours un peu bourru ? C'est un lieu commun que de l'écrire, mais Eddy est bon. Bon dans le rythm'n blues du "Parking maudit", excellent dans la nostalgie de "La dernière séance", émouvant avec sa "M'man".
Seul derrière son micro, avec un jeu de scène plein de roublardise qui bluffe à chaque fois, Eddy Mitchell lance un bon vieux Chuck Berry sur le tapis et remporte la mise aussi sûrement que ce disque a notre crédit, et en stéréo.
Polydor, 849281-2, 74'11", env. 120 F.

GENESIS
" We can't dance"



On a longtemps prétendu que le groupe Marillion faisait du sous-Genesis. On peut désormais ajouter que Genesis fait sous lui.
Le groupe phare du rock progressif patine. Ceux qui engendrèrent des petites merveilles comme "The Lamb lies down...", "Abacab" ou "Foxtrot" sont devenus l'ombre d'eux-mêmes. Musique neurasthénique, sous perfusion d'effets éculés, les syntés ne sonnent pas, les tambours ne tonnent plus. Les chœurs sans conviction de "No son of mine" ou de "Tell me why" nous apprennent que "y'a bien de la misère dans not'pôv monde, et Dieu dans tout ça ?" Peut-être devrait-on les informer que Dieu est mort, que Genesis est moribond et que leur Apocalypse n'a pas fière allure. Comme l'eut dit Desproges, cet album a toutes les vertus du rasoir jetable.
Virgin, Gen CD 3, 71'35", env. 110 F.

Agenda

Théâtre

ANGERS
"Anatole" (A. Schnizler), ms Lazennec. 4 → 6. Nouveau théâtre. ☎ 31.47.90.00
LILLE (La Métaphore)
• "La Seconde Surprise de l'amour" (Marivaux), ms D. Mesguich → 21.
• "Don Juan d'origine" (L. Doutreligne), ms J.-L. Paliès → 12. ☎ 20.40.10.20
LYON
"L'Histoire du soldat" (Ramuz), par J. Rochefort. Célestins → 17. ☎ 78.42.17.67
NANTERRE
"L'Empire" (M. Deutsch) et "Ion" (Platon). Amandiers → 14. ☎ 46.14.70.00
PARIS
• "Lettres de la Marquise" (Crébillon fils). Akteon théâtre → 21. ☎ 43.38.74.82
• "Contes et exercices" (Ionesco). Cie C.-Confortès. Th. Paris-Plaine. ☎ 42.50.15.56

Jazz-variétés

BAGNEUX : *soirée blues, Verbeke, Heartsman & Chicago blues, 30. ☎ 47.35.58.78*
BORDEAUX : *W. Sheller, 5. ☎ 56.92.92.46*
PARIS : *Amar Sundy, 29/30. Duc des Lombards, ☎ 42.33.22.88 ; Steve Potts, → 30. L'Eustache. ☎ 40.26.23.20 ; Buddy Guy & John Campbell (Cigale), 2 ; Manfred Mann's Earth band (Elysée-M.), 4 ; Tony Joe White : Paris (Cigale), 6.*
• C. Russel : avec B. Deraime, → 30. PARIS (Bataclan) ; PLOUNEOUR-TREZ, 1er; CREIL, 3 ; TOURS (Joué), 4 ; SAINT-FLOUR, 6.
• C. Couture : SAINT-CHAMOND, 3 ; ANNECY, 4 ; DRANCY, 6.
• Barbara : CHALON-SUR-SAONE, 30 ; THONON, 3/12 ; CALUIRE, 4.
• Transmusicales de Rennes 91, 30 → 7/12 avec Ramones, 30 ; D. Dalcan et L. Féron, T.J. White, 4 ; L. Redbone, C. Whitley, 5 ; D. Vincent, Mc Solaar, Malka Family, 7. ☎ 99.31.12.10

Classique

ANNECY
C. Collard, piano, J. Mouillère, violon. Aud. LAPP, 1er, 20h30. ☎ 50.23.32.45
DIJON
"Don Giovanni" (Mozart), dir. P. Filippi. Grand th., → 5. ☎ 80.67.23.23
MERIGNAC
"Butterfly" (Puccini), dir. P. Ethuin. Pin Galant, 3, 20h30. ☎ 56.97.82.82
PARIS
• C. Rousset et W. Christie, clavecins. Aud. Châtelet, 2, 19h. ☎ 40.28.28.40
• "La Flûte enchantée" (Mozart), dir. F. Layer. Opéra-Bastille, 3 → 14/1/92. ☎ 44.73.13.00
"La Cambiale di martimonio" (Rossini), dir. P. Visseq. Th. Tambour royal, 3 → 1er/1/92. ☎ 48.06.72.34
ROUEN
"Cosi fan tutte" (Mozart), dir. F. Chaslin. Th. Dullin, 1 → 8. ☎ 35.71.41.36
TOULOUSE
"La Somnambule" (Bellini), dir. M. Arena. Capitole, → 6. ☎ 61.23.21.35

Cinéma

ANTIBES-JUAN-LES-PINS
Montagne. 4 → 8. ☎ 93.61.45.45
POITIERS
Rencontres Langlois. 2 → 8. ☎ 49.41.80.00
VAULX-EN-VELIN
Cinéma et banlieue. 2 → 8. ☎ 72.04.48.89

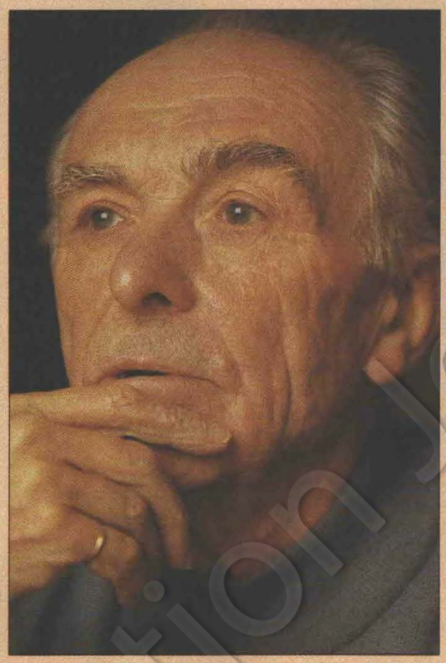
PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision - romans policiers)

ROBERT DOISNEAU

Un sourire de jeune collégien, une sensibilité à fleur de peau et une notoriété qui n'a d'égale que sa simplicité. A 80 ans, le photographe Robert Doisneau publie un recueil de clichés sur "les grandes vacances"(1). Le "petit partisan", ancien employé de chez Renault, n'a rien perdu de ses convictions.

Pourquoi un livre sur les vacances ou plutôt sur les congés payés, comme on les appelait alors ?
La façon dont on vivait il y a un demi-siècle est difficile à imaginer aujourd'hui. Nous avons oublié ce que les congés payés représentèrent pour les gens.
En 1936, les ouvriers ont été un peu pris de court. Pas de moyens de transport, pas de points de chute. Il y eut ceux qui allaient dans leur famille de province et les aventuriers qui voulaient voir la mer. Leur bardas sur le dos, ils enfourchaient leur tandem. L'homme devant, la femme derrière, la mémé dans une carriole attelée au vélo, en avant toute ! J'étais employé chez Renault de 1934 à 1939, je pensais toute l'année aux heures de liberté dont on disposerait enfin. Le seul moment où nous autres, les exécutants qui nous emmerdions dans notre travail, pouvions prendre des initiatives, le seul où on vivait...Tellement qu'à la fin des vacances, on ne pouvait plus revenir à Billancourt. Le télégramme qu'on envoyait au chef de service : "Une entorse nous empêche de rentrer." Après la guerre, avec ma famille, nous partions dans les camps de toile du Touring-club de France. Plus tard, ce fut les villages de contre-plaqué de Tourisme et Travail. Des types se rasaient, côte à côte, dans cet endroit affublé d'un nom épouvantable : le bloc sanitaire. Des discussions interminables sur les mérites de la lame Gilette. L'Ardèche, la Dordogne, le Tarn, la pêche à la palengrotte dans la presqu'île de Giens, les vacances idiotes sur les plages de Vendée à transporter des seaux de sable et les Mimiles qui regardaient passer les filles dans leurs robes en vichy. Tout un monde qui a disparu. Et le camping ! Une véritable épopée. Je me souviens d'un gars, l'air ahuri, s'approchant d'un campeur qui se débattait avec l'armature de sa toile de tente : "Vous posez le chauffage central ?" Incroyable ! Il y avait aussi les trains Bonnet, bon marché parce qu'on ne savait jamais à quelle heure ils partaient. Des heures et des heures pour rejoindre Saint-Brieuc, les casses-croûte œufs durs, les épluchures de bananes qu'on foutait par la portière. C'est drôle, il faut faire un sacré effort pour se souvenir de tout cela.

Vous publiez ces jours-ci un livre sur Saint-Denis (2). Comment voyez-vous la banlieue aujourd'hui ?
Je ne voyage pas beaucoup. Je suis né à Gentilly et je vis à Montrouge. 1.400 mètres en 80 ans de vie, c'est plutôt faible comme moyenne horaire. Je haïssais la banlieue



"Je crois qu'on ne photographie bien que les gens qui nous ressemblent".

d'autrefois. Ce gris mâchefer, ce côté village fait de bric et de broc. Pas très fonctionnel, tout cela. Il y a quatre ou cinq ans, j'ai refait, pour la DATAR, un travail sur la banlieue nouvelle. Des barres d'immeubles, des supermarchés, des échangeurs d'autoroute. L'horreur ! Une concentration de capitaux pour une concentration d'ouvriers. Mes photos sont en couleurs pour bien montrer qu'en banlieue, la couleur est apparue en même temps que les tours. Sans doute pour les rendre plus acceptables. C'est raté. Il n'y a plus d'artisans, plus de matelassiers, plus de plombiers-zingueurs. On ne voit que des kilomètres de bureaux. Des façades derrière lesquelles on ne sait pas ce qui se passe. Le mystère ! Aujourd'hui, la banlieue est une abstraction.

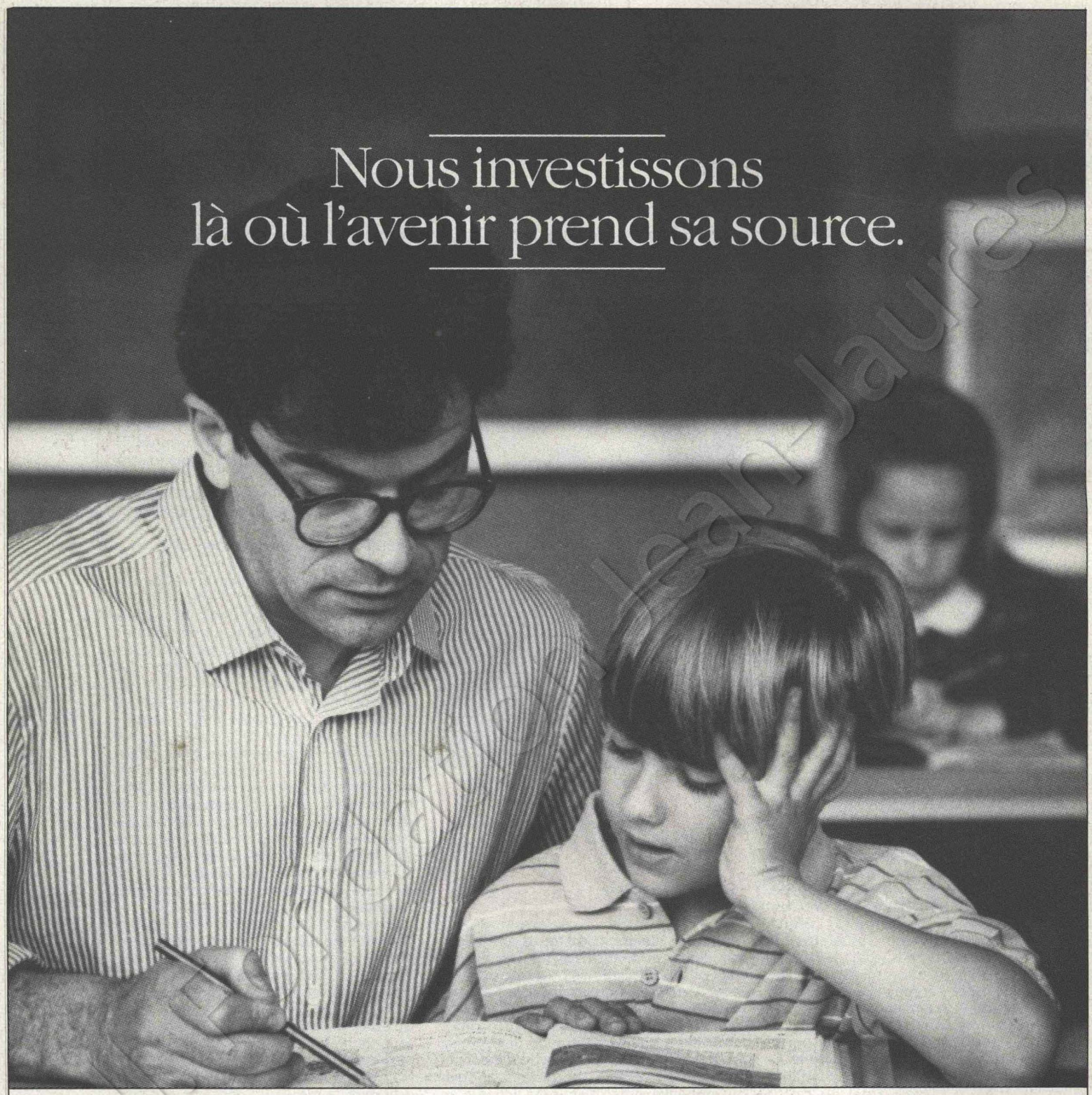
Un photographe est-il un homme engagé ?
Oui. Il choisit. Je suis un partisan. Un petit partisan, mais un partisan tout de même. Quand j'étais chez Renault, j'étais obligé de me lever à six heures du matin, ce que je détestais. Je marchais dans la meute des gars qui n'avaient pas plus envie d'y aller que moi. Je n'ai jamais oublié ces impressions. Les jeunes femmes très maquillées que l'on voit dans les trains du matin, mais c'est héroïque ! Oh, les pauvres Totoches ! Elles se sont levées encore plus tôt pour être plus belles. Le jour se lève et il faut tenter de plaire, c'est formidable comme devise. Je me sens très complice, très amis avec tous ces gens-là. Dans le métro, on ne peut pas leur dire "vous êtes beaux !" Ils font tous la gueule. Moi aussi, d'ailleurs.

Pourquoi, selon vous, va-t-on chercher si loin les bonnes photos ?
C'est un aveu d'impuissance. Ces photographes-là n'éprouvent d'émotion qu'à cause du dépaysement. Moi, un platane m'émeut beaucoup plus qu'un palmier. Chaque fois qu'on m'a obligé à faire des photos à l'étranger, ça a été catastrophique. Quand je travaille, il faut que je parle aux gens. Et comme je ne parle que le français, à l'étranger, ça se passe mal. Quand je rencontre un Kalmouk qui mange un poisson cru avec un grand couteau, qu'est-ce que vous voulez que je lui dise ? J'ai pas trop envie de partager son casse-croûte. Nous n'avons rien de commun. La photo de reportage est intéressante, mais ce n'est pas mon rôle. Je suis trop troublé. Il faut être plus froid, plus scientifique que moi. Je ne marche qu'à coup d'émotions. Je crois qu'on ne photographie bien que les gens qui nous ressemblent. Quand je fais des photos d'un pauvre petit père dans un décor hostile, j'arrive à me substituer presque complètement à lui, à me mettre à l'intérieur du personnage. C'est moi, même si c'est une femme. Et il devient plus tendre.

Qu'est-ce qui a changé dans votre métier ?
Tout. Ce métier n'a plus rien à voir avec ce qu'il était. La technique a évolué, bien sûr. Mais ce qui me frappe, c'est l'hostilité des gens dans la rue. Ils se sont rendus compte que ça pouvait rapporter du fric de se faire photographier. Ça devient vraiment difficile. Ce qui m'aide beaucoup, c'est que j'ai l'air gâteux. Je suis le petit vieux qui s'obstine avec son appareil photo. On me prend un peu en pitié. On me dit : "Vous arrivez à en vendre quelques-unes, de vos photos ? Tant mieux ! Remarquez, y a pas de sot métier." C'est rigolo.

Propos recueillis par Maddy Corneilly

(1) "Les Grandes Vacances", par Robert Doisneau et Daniel Pennac, Hoëbeke, 96 p., 198 F.
(2) "Portrait de Saint-Denis", Calmann-Lévy, 96 p., 175 F.



En 1970, 60 % des enfants de trois ans étaient accueillis en maternelle. En 1990, ils sont 99 %.

En 1970, 167 000 lycéens devenaient bacheliers. En 1990, ils sont 385 000.

En 1970, 650 000 jeunes étaient étudiants. En 1990, ils sont 1 200 000.

Aujourd'hui la France compte 14 millions d'élèves et d'étudiants.

**L'EDUCATION NATIONALE,
PREMIER BUDGET DE L'ETAT.**